



PALESTINE

Retour à Gaza pour les fuyards du Fatah

Page B 1

SIDA > La prévention et la recherche d'un vaccin au cœur des discussions à la conférence de Mexico > Page A 3

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCIX N° 174

LE LUNDI 4 AOÛT 2008

89¢ + TAXES = 1\$

COUPE ROGERS DE TENNIS

Safina, nouvelle reine de Montréal

JEAN DION

Il y avait une différence de taille entre les deux finalistes de la coupe Rogers de tennis, qui s'affrontaient hier sur le court central du parc Jarry. Cinq pieds onze pouces et demi contre cinq et trois, pour être précis, Dinara Safina surplombant sa rivale Dominika Cibulkova d'une bonne tête. De 23 places au classement mondial WTA, aussi, 8^e contre 31^e.

De même, la différence s'est manifestée sur le terrain, Safina dominant tout du long une séance expéditive de 68 minutes pour l'emporter par la marque de 6-2 et 6-1. En devenant championne des Internationaux du Canada, Safina imite ainsi son grand frère, Marat Safin, qui avait gagné le titre en 2000 à Toronto.

Forte fatigue

Au terme de la rencontre, Safina a déclaré qu'elle avait joué sous le coup d'une forte fatigue, n'ayant dormi que 12 heures au cours des deux derniers jours. Mais Cibulkova n'était sans doute pas elle-même de la première fraîcheur, ayant disputé la veille une interminable demi-finale interrompue pendant plusieurs heures par la pluie. La Slovaque peut tout de même repartir de Montréal la tête haute, elle qui a connu un tournoi exceptionnel en renversant successivement quatre têtes de série (Dementieva, Petrova, Jankovic et Bartoli) et a montré qu'elle pouvait sérieusement «tenir son bout».

Pour Safina, sans doute la meilleure joueuse du monde par les temps qui courent, la série de succès se poursuit. En mai, elle a triomphé à Berlin, et elle a répété l'exploit il y a deux semaines à Los Angeles. Elle fut également finaliste à Roland-Garros. Elle aura l'occasion d'ajouter à son tableau de chasse au cours des prochains jours, puisqu'elle représentera la Russie aux Jeux olympiques de Pékin.

«C'est incroyable, a-t-elle dit, parce qu'ordinairement, quand je gagne un tournoi, je me fais sortir dès le premier

VOIR PAGE A 8: SAFINA



Dinara Safina salue le ciel après sa victoire. Malgré la fatigue, la Russe a expédié sa rivale Dominika Cibulkova 6-1, 6-2 en finale de la coupe Rogers hier.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Charest modère les jeunes libéraux

Les propositions controversées de la Commission-Jeunesse «chemineront dans les instances»

ANTOINE ROBITAILLE

Sherbrooke — Jean Charest a poliment désavoué les jeunes libéraux hier, lesquels venaient d'adopter des propositions controversées, notamment sur le bilinguisme obligatoire à 12 ans, des hausses radicales des droits de scolarité et un «rafraîchissement» de la démocratie syndicale. Le premier ministre a répété à de multiples reprises que ces propositions de la Commission-Jeunesse (CJ) allaient «cheminer dans les instances», soulignant au passage que «le gouvernement, lui, a ses responsabilités, va prendre ses décisions». Dans son discours de clôture du 26^e congrès de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec (PLQ), il avait soigneusement évité d'aborder les thèmes des résolutions de la CJ.

Samedi, à l'Université de Sherbrooke, les quelques 250 jeunes participants au congrès (sur 650 inscrits et non «presque 900», comme l'organisation l'avait soutenu vendredi) ont adopté à une forte majorité leur proposition d'instaurer une demi-année d'immersion anglaise



Jean Charest

VOIR PAGE A 8: LIBÉRAL

Mort d'un dissident russe

Alexandre Soljenitsyne, l'auteur de *L'Archipel du Goulag*, est décédé hier à 89 ans

LISA-MARIE GERVAIS

Il a survécu à un cancer, à huit ans de goulag et à vingt ans d'exil, mais il n'aura pas pu échapper à l'ineffable destin que lui promettait la Grande Faucheuse. Remarquable figure de la dissidence sous le régime soviétique et Prix Nobel de littérature, Alexandre Soljenitsyne est mort à son domicile hier soir, des suites d'une insuffisance cardiaque aiguë. Il avait 89 ans.

De paria, l'écrivain russe est devenu héros, et de l'humiliation il est passé à la renommée littéraire au cours d'une vie dont les souffrances et les victoires reflètent à elles seules les heurs et malheurs de la Russie du XX^e siècle.

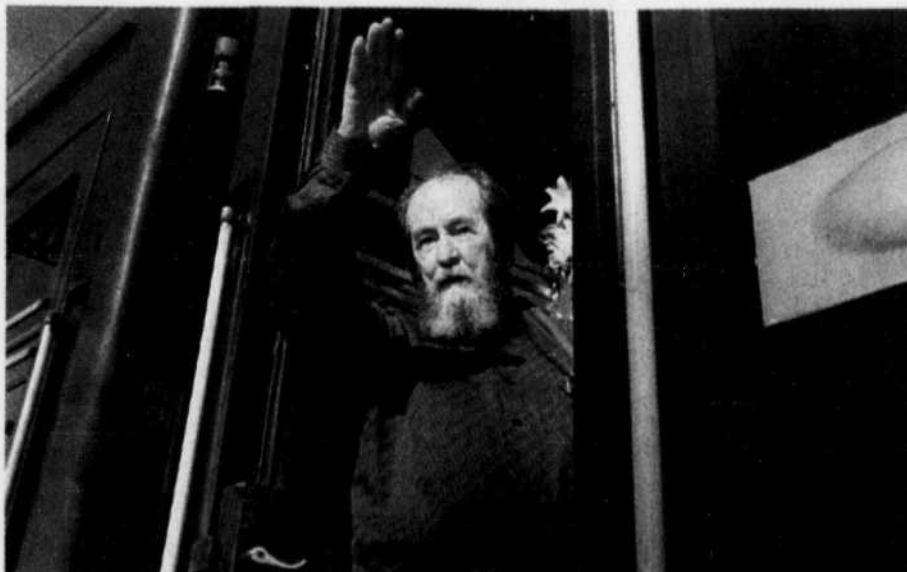
Eternel insoumis, Alexandre Soljenitsyne a joué un rôle historique en révélant aux Russes et au monde entier l'univers inhumain des camps soviétiques, auquel il a donné un nom, celui de l'Archipel du Goulag, titre de son œuvre la plus célèbre. Patriote habité par une force prophétique et une détermination comparables à celle d'un Dostoïevski, l'intellectuel à la longue barbe a consacré sa vie à lutter contre le totalitarisme communiste.

Tout le long de la guerre froide, il n'aura jamais caché ses opinions nationalistes pan-

slaves, sa passion mystique pour la Russie et sa ferveur orthodoxe, tout en étant poursuivi par des accusations d'antisémitisme — lorsque, par exemple, il fournit les listes de responsables du goulag des années 1920 et que tous les noms sont juifs —, lesquelles ont fleuri lors de la parution d'une de ses dernières œuvres, *Deux Siècles ensemble*, une histoire des Juifs de Russie.

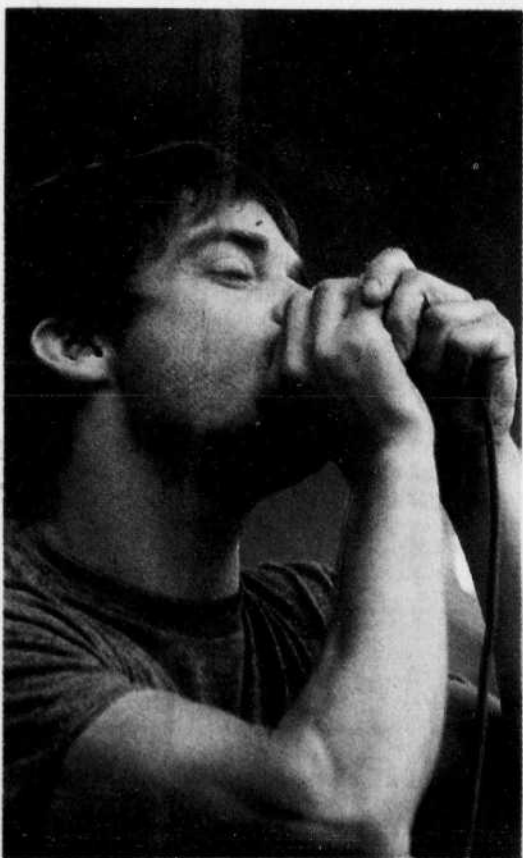
Alexandre Issaïevitch Soljenitsyne naît à Ki-slovodsk le 11 décembre 1918, un an après la Révolution d'octobre. Orphelin de père, il est élevé par sa mère à Rostov-sur-le-Don dans le sud de la Russie. Après des études de mathématiques et de physique à l'université de Rostov, il suit des cours de philosophie, de littérature et d'histoire à l'Institut de Moscou. Il fréquente un groupe de jeunes, notamment Natalia Rechetovskaia qui deviendra sa femme en avril 1940. Un an plus tard, il passe avec brio ses examens de mathématiques et de physique. Il obtient la bourse d'études Staline, mais, à la grande déception de ses professeurs, il décide d'interrompre ses études et accepte un poste d'enseignant dans une école de la petite ville de

VOIR PAGE A 8: DISSIDENT



Alexandre Soljenitsyne en 1994, après son retour en Russie, entreprend un voyage triomphal en train transsibérien vers Moscou.

AGENCE FRANCE-PRESSE



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

CHANSON

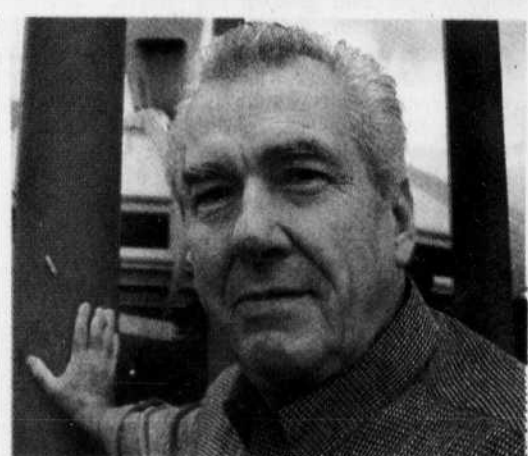
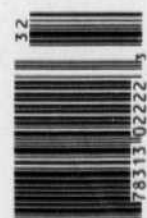
Rideau sur les Francos

Premier participant au concert 20 ans... dans les dents, le chanteur Alexandre Désilets a donné hier le coup d'envoi au marathon de clôture des 20^e FrancoFolies de Montréal que devait conclure le spectacle à saveur écologique de Diane Dufresne plus tard en soirée. Le compte rendu complet des deux événements est à lire au www.ledevoir.com.

■ Nos journalistes font leur bilan du festival en page B 8

INDEX

Actualité.....	A 2	Idées.....	A 7
Annonces.....	B 6	Météo.....	B 5
Avis publics.....	B 2	Monde.....	B 1
Culture.....	B 8	Mots croisés.....	B 5
Décès.....	B 6	Religions.....	B 6
Économie.....	A 5	Sudoku.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Pour Jean-Paul Baert, directeur général de la Fédération québécoise d'athlétisme, l'essentiel du mouvement olympique — les athlètes — a été oublié à Pékin.

L'ENTREVUE

Des Jeux pris en otage

FABIEN DEGLISE

La conclusion arrive avant le début et la fin. La cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Pékin n'a pas encore été présentée à la face du monde, mais Jean-Paul Baert, directeur général de la Fédération québécoise d'athlétisme, fait déjà le bilan de la grand-messe sportive qui doit prendre son envol à la fin de cette semaine. Une messe qui, pour sa cuvée 2008, a pris jusqu'à maintenant les allures d'une mascarade, selon lui, en oubliant l'essentiel du mouvement olympique, soit les athlètes, et en brimant leur liberté d'expression pour des considérations politiques et économiques qui ne devraient plus avoir leur place dans ce genre d'événement, estime-t-il.

«Le mouvement olympique va certainement être secoué par ces jeux», a indiqué au Devoir l'ancien lanceur de javelot quelques jours avant son départ pour Pékin où il sera, dans les prochaines semaines, analyste sportif pour Radio-Canada. «Des pendules vont devoir être mises à l'heure, et ce, pour éviter à l'avenir que le pays-hôte ne prenne en otage les Jeux olympiques, comme cela

VOIR PAGE A 8: OTAGE

À lire aussi en page B 4

■ En attendant les Jeux olympiques

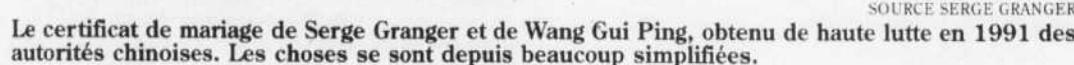
L'homme de Xian



A black and white photograph showing a large number of terracotta soldiers from the Terracotta Army. The soldiers are standing in rows, facing forward, and are dressed in traditional Chinese armor. The image is a close-up, showing the heads and upper bodies of the figures. The background is dark and indistinct.

C'est près de Xian que se trouve l'extraordinaire armée en terre cuite de Shi Huangdi, sépulture de 6000 statues de soldats et de chevaux grandeur nature, découverte en 1974.

« Les premières méfiances surmontées, tout s'est très bien passé. Je parlais le mandarin, ça les a rassurés. Aujourd'hui, j'ai ma place au conseil de famille... Je suis un exemple vivant de l'esprit d'ouverture des Chinois — qui sont beaucoup plus tolérants, réceptifs et respectueux que les événements au Tibet, par exemple, ne nous le font croire. D'autant qu'à l'époque — c'était en 1991 — les mariages avec des étrangers étaient extrêmement



On insiste aussi beaucoup sur ce qui nous sépare, dit Granger, «alors qu'il y a entre eux et nous d'impor-

L'attitude des Québécois, elle, a-t-elle changé à l'égard de la Chine? «*Ce que je constate, c'est que de plus en plus de Québécois y vont et qu'ils sont devenus beaucoup plus sceptiques à l'égard de l'image que véhiculent nos médias.*» S'il y a encore d'immenses progrès à faire au chapitre des droits politiques, il reste que le pays a fait des gains démocratiques, sur le plan notamment de la protection juridique des citoyens. Idem pour ce qui concerne la vie de tous les jours: «*Le gouvernement est beaucoup moins intrusif, la vie s'est beaucoup simplifiée pour les Chinois. En comparaison d'il y a vingt ans, la différence est énorme.*»

Le Devoir

En mai dernier, le Journal de l'Association médicale canadienne avait

Mais même les plus sophistiqués des systèmes de traitement des

Alice Hontela, de la Chaire de recherche du Canada en écotoxicologie de l'Université Lethbridge, en Alberta, ajoute que les approvisionnements en eau peuvent facilement être contaminés avec, par exemple, les eaux de ruissellement provenant des fermes d'élevage intensives. Certains de ces polluants, tels que les produits pharmaceutiques et les pesticides, peuvent avoir des effets très néfastes sur le système de reproduction humain. Selon elle, les Canadiens sont nés s'ils tiennent pour acquis que les systèmes de traitement des eaux parviendront à éliminer toutes les substances nocives.

La Presse canadienne

«Cela coûte plus cher à organiser

C'est aussi un des objectifs de la Fondation pour une biblio-

La Bibliothèque virtuelle en question contient à la fois du matériel pédagogique pour les enseignants et une collection documentaire constituée d'ouvrage libre de droits d'auteur qui peut être utilisée par les enfants. Un projet-épave est présentement en cours, en collaboration avec la Fondation Paul Gérin-Lajoie, dans deux écoles haïtiennes, et l'expérience pourrait à terme s'étendre à des écoles du Bénin et du Burkina Faso.

Le Devoir

Pour le président de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique, André Bélisle,

Kaboul, Afghanistan — L'Afghanistan s'est doté la semaine dernière de son tout premier Barreau, une association représentant les avocats de la défense. Rares pris au sérieux par les juges, les procureurs, la police et les gardiens de prison, qui ne comprennent pas toujours leur rôle, les avocats de la défense sont souvent expulsés des tribunaux. La pénurie d'avocats de la défense signifie également que la majorité des accusés ne sont même pas représentés devant les tribunaux, en dépit du fait qu'il s'agit d'un droit fondamental en vertu de la Constitution afghane adoptée en janvier 2004. Jusqu'à présent, les avocats de la défense devaient s'inscrire auprès du ministère afghan de la Justice pour pouvoir exercer. La création d'une instance professionnelle indépendante était nécessaire, selon Alex Wilks, spécialiste auprès de l'International Bar Association, qui a contribué à mettre sur pied l'association juridique en collaboration avec le gouvernement afghan. — *La Presse canadienne*

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

Ouverture de la 17^e Conférence mondiale sur le sida à Mexico

La prévention et la recherche d'un vaccin seront au cœur des discussions

Mexico — La 17^e Conférence mondiale sur le sida s'ouvrira hier soir à Mexico en présence du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, du président mexicain, Felipe Calderon, et de milliers de participants, chercheurs, médecins et autres représentants d'associations.

C'est la première fois qu'un pays d'Amérique latine accueille ce grand rendez-vous international de la lutte contre la pandémie de sida.

Cette année, une jeune séropositive hondurienne de 12 ans, Keren Dunaway, l'une des plus célèbres militantes antisida du continent, devait monter à la tribune lors de la séance inaugurale de la conférence aux côtés du président mexicain et du secrétaire général de l'ONU.

Cette jeune fille est devenue le héros de la cause des enfants infectés par le VIH dans une Amérique latine où peu d'enfants contaminés par le virus du sida osent briser le silence et révéler leur séropositivité à leurs camarades de classe par crainte d'être rejetés et montrés du doigt.

Keren Dunaway, dont les deux parents sont séropositifs, est porteuse du virus depuis sa naissance. «C'est comme une petite balle avec des petits points, qui est en moi, qui nage en quelque sorte en moi», explique la jeune fille dans une interview accordée à l'Associated Press avant la conférence.

Keren Dunaway veut encourager d'autres enfants séropositifs à suivre son exemple et à sortir du silence, mais ce n'est pas chose aisée dans une Amérique latine où il est souvent encore tabou de parler ouvertement de sexualité.

Les efforts de Keren pour briser le silence autour des enfants séropositifs interviennent sur fond d'une pandémie qui touche de plus en plus de jeunes. Ainsi, en 2007, près de la moitié (45 %) des séropositifs dans le monde étaient âgés de 15 à 24 ans, selon le rapport 2008 de l'ONUSIDA publié quelques jours avant l'ouverture de la conférence de Mexico. En Amérique latine, seulement un tiers des enfants séropositifs bénéficient d'un traitement antirétroviral (contre 60 % des adultes infectés).

Prévention et vaccin

La conférence mondiale sur le sida est une rencontre «qui n'est pas pour les spécialistes, qui mêle tous les genres de sujets», notait auprès de l'AFP un participant.

Si en effet, pendant six jours, des résultats de recherches sur des médicaments devraient être rendus publics, on parlera aussi de leur coût, de la situation des enfants orphelins du sida, de l'utilisation du football pour combattre la maladie, de la Chine qui interdit son entrée — même pendant les Jeux — aux séropositifs, du nombre croissant de femmes contaminées...

La prévention — circoncision, préservatifs — sera au premier rang des préoccupations, mais on évoquera aussi les défis à affronter pour parvenir, un jour, à trouver un vaccin ou élaborer un gel microbicide.

Zeda Rosenberg, responsable d'un groupe spécialisé dans les microbicides, reconnaissait cependant samedi soir devant quelques journalistes que «ce n'est pas simple».

La première réunion à se tenir en Amérique latine se déroule sur le thème «Agir partout maintenant», avec en toile de fond l'objectif que se sont fixé il y a deux ans les États membres de l'ONU, d'offrir à tous ceux qui en ont besoin prévention et traitement d'ici 2010.

Objectif impossible, diront des économistes, qui rappelleront les accords signés sur la propriété intellectuelle qui devraient empêcher les pays en développement de contourner les règles sur les brevets.

Stephen Lewis, ancien envoyé spécial de l'ONU en Afrique sur le sida, notait samedi que le dernier rapport de l'ONUSIDA, faisant le point de la pandémie, était «en retard» par rapport à l'engagement pour 2010, repoussé de fait à 2015. «On risque de «couper l'élan», estimait-il.

Avant de quitter son poste pour l'ONU, il avait déjà, il y a deux ans, dénoncé les promesses non tenues du G8 à l'égard des pays pauvres.

Le nombre des personnes affectées atteignait 33 millions en 2007, avec à la fin dernier pas moins de 2,7 millions de nouveaux cas. Samedi, les chiffres concernant les États-Unis ont été révisés à la hausse, de 40 000 personnes infectées à 56 300 en 2006.

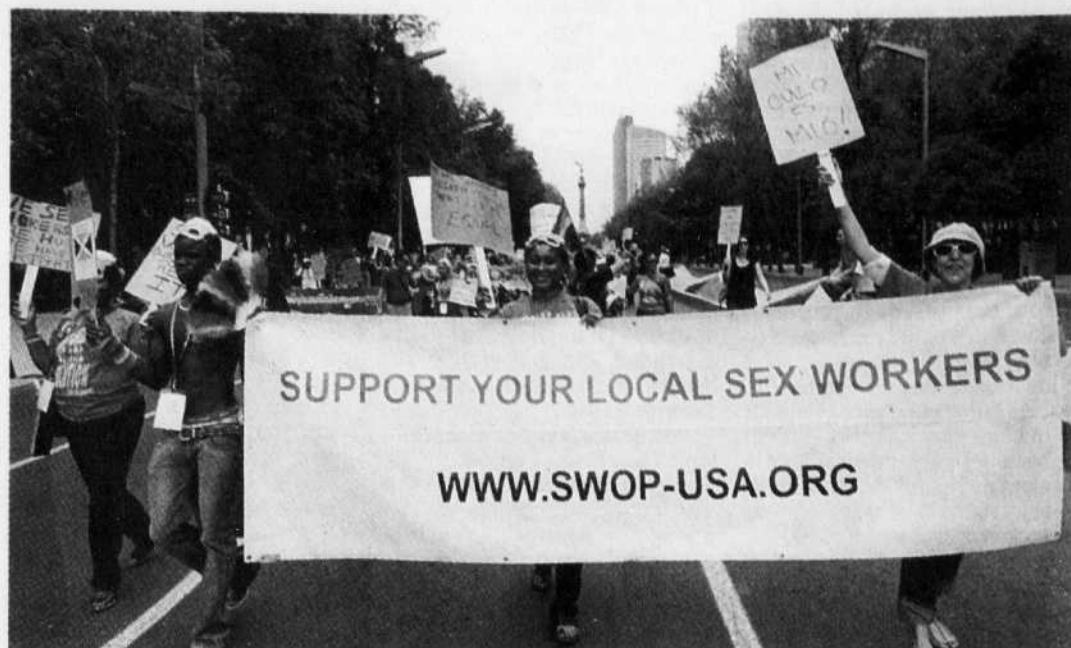
se, de 40 000 personnes infectées à 56 300 en 2006.

En préambule à la conférence, plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi dans les rues de Mexico contre la discrimination sexuelle et l'homophobie, une réalité régulièrement dénoncée en Amérique latine. «L'homophobie tue, tuons l'homophobie, le silence tue, tuons le silence», a lancé Peter Piot, directeur exécutif de l'ONUSIDA, avant le départ de la marche.

Plusieurs «premières dames» d'Amérique latine et des Caraïbes ont aussi dénoncé à Mexico la menace que représente le virus pour les femmes de la région, du fait notamment d'un manque d'information. Les femmes comptent pour la moitié des personnes atteintes par le VIH dans le monde, et pour près d'un tiers en Amérique latine et dans les Caraïbes.

La conférence s'achèvera vendredi.

Agence France-Presse et Associated Press



Plusieurs manifestations ont eu lieu ces derniers jours dans les rues de Mexico à la veille de l'ouverture de la 17^e Conférence mondiale sur le sida.

Une étude préconise de commencer plus tôt le traitement antirétroviral

Mexico — Les traitements antirétroviraux devraient être entrepris dès que le niveau des lymphocytes CD4 — les globules blancs marqueurs de l'immunité — descend à 350 par millilitre de sang, sans attendre qu'il atteigne un niveau critique, selon une étude publiée par le *Journal of the American Medical Association*.

Il est généralement admis que le traitement par antirétroviraux, dont les effets secondaires sont souvent lourds, doit commencer au plus tard lorsque le niveau des globules blancs descend au niveau de 200/ml, alors que le niveau normal est supérieur à 500.

«Pour une maladie jadis toujours mortelle qui est devenu gérable sur plusieurs dizaines d'années, les décisions de traitement

sont essentielles», ont souligné Scott Hammer, du Collège des médecins et chirurgiens de l'Université Columbia, à New York, et des représentants de la branche américaine de la société du sida (AIDS society-USA).

Ils présentaient les résultats de cette étude en marge de la rencontre mondiale sur le sida qui s'ouvrira hier à Mexico devant quelque 22 000 personnes.

Comme le soulignent les auteurs de l'étude, le domaine de la thérapie antirétrovirale évolue constamment, et «le ratio bénéfice-risque penche vers un traitement plus précoce». Selon eux, contrôler plus tôt le virus réduit les risques de

cancers associés au virus et de maladies cardiovasculaires.

Simplicité de la thérapie

Ils ont analysé les données des deux dernières années pour définir des principes permettant de gérer au mieux l'utilisation des antirétroviraux: outre le meilleur moment pour commencer la thérapie, les produits à utiliser, le suivi du patient, la surveillance des éventuels échecs thérapeutiques.

Parmi les différents médicaments qui existent, il faut choisir selon eux en fonction de la simplicité de la thérapie, du nombre de pilules à prendre, de la tolérance

pour ces médicaments, du désir de grossesse.

Le patient soumis à un traitement antirétroviral doit être surveillé de près, le but étant de maintenir une charge virale en dessous de 50 copies par millilitre de sang, c'est à dire en dessous du seuil détectable.

«Avec de la créativité et de la volonté politique, le progrès et l'approche individualisée de la thérapie qui prévalent dans le monde développé peuvent être adaptés au monde en développement, où vit 90 % de la population affectée par le virus», écrivent les auteurs de l'étude.

Il y a actuellement 33 millions de personnes atteintes par le virus, dont 2,7 millions de plus par an.

Agence France-Presse

La pandémie du sida a révélé la faiblesse des systèmes de santé

Mexico — Des infirmières payées trois dollars par jour au Malawi, des malades qui attendent des mois pour être soignés, faute de personnel médical: des participants à la conférence sur le sida de Mexico ont souligné hier les lacunes des systèmes de santé révélées par la pandémie.

«Une infirmière garde en vie 400 patients en leur donnant leur traitement, mais elle n'est payée que trois dollars par jour», a noté le D^r Moses Massaquoi, coordinateur de l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF) au Malawi, en préambule à l'ouverture de la conférence, hier soir.

Tesfa Ghebrehwet, du Conseil international des infirmières, a souligné la «double crise» que connaissent les pays en développement: manque d'infirmières et de médecins, et désir des personnels de santé de quitter un pays où ils sont sous-estimés. «Surchargés de travail, sous-payés et sous-évalués», a résumé le D^r Mit Phillips, de MSF.

Le virus du sida a aggravé la situation, d'autant plus qu'il s'est attaqué au premier chef au personnel de santé.

Mais le virus a aussi imposé de réfléchir à l'amélioration des systèmes de santé, ont souligné plu-

sieurs participants, et a permis, selon l'ancien ministre de la Santé du Mexique Julio Frenk, de «transformer le système de santé pour tous».

Le Fonds global de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, a récemment autorisé l'utilisation des fonds qu'il distribue pour améliorer les systèmes de santé.

Une des améliorations possibles consiste à décentraliser les tâches, en en confiant certaines à un personnel peu diplômé mais formé.

Ainsi le ministre éthiopien de la Santé, le D^r Tedros Adhanom Ghebreyesus a estimé que «la stratégie essentielle, c'est la prévention», pour laquelle on n'a pas besoin de «professionnels de haut niveau». De même, pour MSF, il faut mieux utiliser les travailleurs de la santé, spécialement dans les zones rurales, «en les formant mieux et en leur donnant davantage de soutien» afin qu'ils puissent prendre en charge des tâches que l'on réservait au corps médical.

Dès avant la conférence, le Pr Jean-François Delvaux, directeur de l'Agence française de recherches sur le sida et les hépatites virales, soulignait qu'il fallait «sortir du modèle du Nord» avec médecins et personnel très spécialisés.

Agence France-Presse

Charest partira mercredi en mission en Chine

Québec — Le premier ministre Jean Charest effectuera une courte mission en Chine, du 6 au 9 août, dans le cadre de la 4^e Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires. Il sera accompagné de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Monique Gagnon-Tremblay.

Deux thèmes principaux seront abordés lors de l'événement, soit la conservation de l'énergie et des ressources et la santé et les soins médicaux.

Le 9 août, la ministre Gagnon-Tremblay assistera à la cérémonie d'ouverture des compétitions de voile des Jeux olympiques 2008, à Qingdao.

À Pékin, le même jour, le premier ministre Charest participera au grand événement francophone organisé dans le cadre des Jeux. Cet événement sera coprésidé par le Secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, et par le président du Comité international olympique, Jacques Rogge.

La Presse canadienne

La chef du PQ, Pauline Marois, veut faire oublier la controverse McCartney

Les députés péquistes devront toutefois observer scrupuleusement leur devoir de réserve à l'égard des pétitions

MARTIN OUELLET

Québec — Pour éviter une nouvelle «affaire McCartney», les députés du Parti québécois devront à l'avenir observer scrupuleusement leur devoir de réserve à l'égard des pétitions en tous genres qu'on leur présente.

La chef du Parti québécois (PQ), Pauline Marois, a cru bon de rappeler ce principe de base à ses députés à la suite de la controverse ayant entouré le spectacle de Paul McCartney sur les plaines d'Abraham à Québec, le 20 juillet dernier. «Il faut faire preuve de prudence. Quand on est député, il faut observer un devoir de réserve envers les pétitions. Je leur ai dit et peut-être que cela nous servira de leçon pour la suite des choses», a confié Mme Marois, en entrevue à La Presse canadienne plus tôt ce week-end.

La leader du PQ faisait allusion à ses députés de la région de Montréal, Martin Lemay, Daniel Turp et Pierre Curzi, qui sans consulter leur chef, s'étaient associés le mois dernier une pétition s'insurgeant contre la venue d'un chanteur britannique à l'occasion du 400^e anniversaire de la ville de Québec.

En dépit de la controverse soulevée par l'initiative des députés, la chef péquiste ne croit pas que le Parti québécois portera les stig-

mates de cet épisode. De fait, elle se dit convaincue que l'affaire a été montée en épingle à la faveur de l'été, une saison durant laquelle l'actualité tourne au ralenti.

D'un ton badin, elle fait aussi remarquer que le tapage médiatique concernant cette pétition a eu somme toute un effet positif sur la prestation du Britannique.

«Est-ce qu'on peut se dire que tout cela a fait en sorte que McCartney a été absolument adorable pendant son spectacle? Il a brandi le drapeau du Québec, il nous a fait des clin d'œil formidables», a lancé Mme Marois en éclatant de rire.

Lancée par le peintre et sculpteur Luc Archambault, la pétition décriait la «canadianisation» et le «détournement» des fêtes du 400^e aux dépens des artistes locaux et des francophones.

Porte-parole de son parti en matière de culture, M. Curzi avait même affirmé que le choix de l'ancien bassiste des Beatles comme tête d'affiche des festivités était «la goutte qui fait déborder le vase».

L'affaire a rapidement fait le tour de la planète. Des quotidiens britanniques ont rapporté que le Québec réservait un accueil hostile au chanteur. Au pays, des journaux anglophones en ont profité pour écorcher le mouvement souverainiste, dénonçant ses relents de «xénophobie».

Passer l'éponge

La controverse prenait une telle ampleur, qu'à trois jours du spectacle, la chef du PQ diffusait un communiqué pour se dissocier de l'initiative des députés Curzi, Turp et Lemay.

«Je l'ai fait pour éviter les interprétations et les amalgames, car s'il y a un parti qui est ouvert sur le monde, c'est bien le nôtre», a-t-elle expliqué.

Mme Marois soutient qu'elle n'avait pas été informée au préalable de l'intention de ses députés de se joindre à la croisade du peintre Archambault. Même si elle concède que les trois élus péquistes ont «peut-être» manqué de prudence, elle ne leur en tient pas davantage rigueur et passe l'éponge.

«Quant à moi, la page est tournée, a tranché la députée de Charlevoix. Ce n'était pas dans l'intention de Pierre Curzi et de

nos collègues de dénoncer la venue de Paul McCartney. Les commentaires portaient beaucoup plus sur ce qui se passe au 400^e depuis le début.»

Selon elle, il est manifeste que le gouvernement Harper a voulu évacuer toute la réalité historique francophone de la fête et que cela mérite d'être mis en relief.

«Il y a une mainmise du fédéral assez forte. On a pu le constater lors du lancement des activités en présence de la gouverneure générale du Canada», a-t-elle rappelé.

Absente de Québec le 20 juillet, la leader souverainiste n'a pas assisté à la prestation de l'ex-Fab Four sur les lieux de la Conquête britannique de 1759. Mais à ce qu'elle en sait, sir Paul «a fait un superbe spectacle à la hauteur des attentes et même plus».

La Presse canadienne

Vous méritez bien... ce qu'il y a de mieux!

Zytco

LAVAL 3155, Jules-Brillant 514-335-2050 LONGUEUIL 8480, Trans-Canada 514-335-2050 GATINEAU 1201, St-Joseph 819-778-5313 OTTAWA 1460, Ch. Cyrville 613-208-2808 QUÉBEC 5237, Wilfrid-Hamel 418-877-1888

www.zytco.com 1-800-361-9232

Résultats des tirages du 2008-08-02									
LOTTO QUÉBEC 649 02 09 26 44 47 49 34 compl.					Québec 4/9 02 04 06 09 10 48 45 compl.				
GAGNANTS 6/6 0 35 793 351,00 \$ 5/6+c 6 140 935,00 \$ 5/6 379 1 843,10 \$ 4/6 19 406 68,20 \$ 3/6 364 701 10,00 \$ 2/6+c 241 586 5,00 \$					GAGNANTS 6/6 0 2 000 000,00 \$ 5/6+c 2 75 000,00 \$ 5/6 31 750,00 \$ 4/6 1 712 75,00 \$ 3/6 25 656 10,00 \$ 2/6+c 13 474 5,00 \$				
Ventes totales : 41 619 584 \$ Prochain gros lot (approx.) : 43 000 000 \$					Ventes totales : 1 166 397,00 \$ Extra 9617782				

Résultats des tirages du 2008-08-01									
SUPER 7 01 14 24 26 31 36 45 13 compl.					GAGNANTS 7/7 0 5 000 000,00 \$ 6/7+c 1 146 564,50 \$ 6/7 97 1 510,90 \$ 5/7 4 809 103,60 \$ 4/7 102 006 10,00 \$ 3/7+c 96 031 10,00 \$ 3/7 856 538 Participation gratuite				
Ventes totales : 12 627 876 \$ Prochain gros lot (approx.) : 10 000 000 \$					TRIO LOTOS 88 888 \$ EN LOT BONI LE VENDREDI 08-08-08 !				

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LES ACTUALITÉS

Recherche

La canneberge pour des gencives saines

AMÉLIE
DAOUST-BOISVERT

Le dentifrice du futur pourrait avoir la saveur de la canneberge. Alors que plus de 80 % de la population de 60 ans et plus souffre de déchaussement des gencives, des études confirment que les extraits de canneberge protègent contre cette maladie appelée parodontite.

Ce n'est pas tant ce qui parfume le jus de canneberge que ses molécules antioxydantes, les polyphénols, que propose d'utiliser l'équipe du Groupe de recherche en écologie buccale de l'Université Laval.

Pour évaluer les répercussions positives des polyphénols issus de la canneberge, ils en ont concentré le jus. Ensuite, ils ont soumis des cellules buccales *in vitro* à l'attaque de quelques-unes des 500 espèces de bactéries qui forment la plaque. À l'ajout de l'extrait de canneberge — sans sucre, il va sans dire — la protection pouvait atteindre 100 %.

Les polyphénols de la canneberge combattent sur deux fronts. Non seulement ils inhibent la croissance des bactéries pathogènes, mais ils diminuent aussi l'inflammation. L'assaut de microorganismes cause la parodontite, mais l'inflammation enclenchée par le corps humain contre l'envahisseur, trop intense, détruit ensuite davantage les gencives. «*Le thé vert ou les bleuets ont potentiellement le même effet*», explique Fatiha Chandad. D'ailleurs, en 2006, elle a constaté l'effet protecteur des polyphénols du vin rouge.

L'étudiant Charles Bodet a explo-

ré les propriétés des canneberges sur la santé buccale dans le cadre de ses études de doctorat. Dans un article qui vient de paraître dans le journal scientifique *Critical Reviews in Food Science and Nutrition*, il conclut que l'ajout de polyphénols de la canneberge aux dentifrices et aux rinçes-bouches serait un traitement préventif de l'avenir contre les parodontites et la carie. Il arrive à cette conclusion non seulement grâce à ses propres résultats, mais aussi ceux de dizaines d'études complémentaires menées de par le monde. «*Attention, ce n'est pas en buvant du jus de canneberge que l'on améliore sa santé buccale*», avertit toutefois l'immunologiste Fatiha Chandad, qui a participé aux études. Sucré et acide, le breuvage favorise la carie.

Même si la prévalence augmente avec l'âge, Fatiha Chandad précise que «*ça peut arriver à tout le monde*»: 15 % de la population générale éprouve les inconvénients des parodontites. Les personnes atteintes doivent se soumettre à des visites fréquentes chez leur dentiste, qui procède à des détartrages en profondeur fréquents ou à des greffes de gencives, sans espoir de guérison totale.

Ces recherches ont été financées par les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), la Fondation de l'Ordre des dentistes du Québec et le Cranberry Institute, alors qu'Ocean Spray a fourni les échantillons de jus.

Le Devoir

Tragédie dans la chaîne de l'Himalaya

Le K2 endeuillé par la mort de neuf alpinistes

MANZAR SHIGRI

Gilgit, Pakistan — Neuf alpinistes, dont un Français, ont été tués vendredi par une chute de sérac en redescendant le K2, le deuxième sommet du monde en altitude, culminant à 8611 mètres dans la chaîne de l'Himalaya, ont confirmé les organisateurs pakistanais de l'expédition qui craignent un bilan final beaucoup plus lourd.

«*Nous ne disposons pas des noms de toutes les victimes, mais il est confirmé qu'un Néerlandais, un Norvégien ainsi qu'un Français figurent parmi les personnes décédées*», a déclaré à Reuters le général Mohamad Akram, vice-président de la fondation pakistanaise Adventure. Les six autres victimes confirmées sont trois Sud-Coréens, deux Népalais et un Serbe.

Le K2, surnommé «*la montagne des montagnes*» par le célèbre alpiniste italien Reinhold Messner, est situé à l'extrême-nord du Pakistan, non loin de la frontière chinoise.

Le ciel était dégagé et les prévisions météo étaient bonnes au moment de l'accident, a affirmé le tour-opérateur Asghar Ali dont tous les membres participant à l'expédition sont sains et saufs.

D'après des informations non confirmées, un Pakistanais aurait été tué et on serait sans nouvelles de plusieurs autres alpinistes pakistanais et étrangers.

La plupart des victimes ont péri à la suite d'une chute de sérac non loin du sommet, qui a précipité certains alpinistes dans le vide et cisailé les cordes fixes à plus de

8200 mètres. Plusieurs cordées escaladaient le sommet au moment de l'avalanche, dont une expédition sud-coréenne qui amorçait sa descente. La cordée sud-coréenne a perdu cinq de ses membres, dont deux alpinistes népalais, lors de la chute du bloc de glace.

Une expédition néerlandaise, sur son site internet *www.no-rithk2.nl*, avait auparavant indiqué que trois membres de sa cordée, souffrant de gelures, étaient en train de redescendre du camp III, situé à 7350 mètres d'altitude.

Une opération de secours très risquée

Elle avait ajouté être sans nouvelles de trois membres de l'expédition — le Français Hugues d'Aubarède, l'Irlandais Gerard McDonnell et un troisième homme, présenté seulement sous le nom de Karim.

Hier, l'armée pakistanaise hésitait toujours à envoyer par hélicoptère une mission de secours en raison des risques compte tenu de l'altitude à laquelle s'est produite la chute de sérac.

«*On continue d'examiner la possibilité de monter une opération de secours, mais nous hésitons compte tenu de l'altitude*», a expliqué le commandant Farooq Firoz, porte-parole de l'état-major. «*On pourrait envoyer un hélicoptère là-haut pour larguer des secours, des vivres et du matériel, mais l'opération comporte de très grands risques*».

Les alpinistes tués vendredi redescendaient du sommet



SOURCE REUTERS

Le Norvégien Rolf Bae, un des neuf alpinistes tués vendredi par un bloc de glace en redescendant le K2, le deuxième sommet du monde en altitude, dans la chaîne de l'Himalaya.

lorsque l'avalanche les a emportés à 8200 mètres d'altitude. Sept autres membres de la cordée ont pu regagner le camp de base sains et saufs.

Un alpiniste serbe, Dren Mandic, a également trouvé la mort vendredi alors qu'il tentait l'ascension du K2.

Le responsable de l'organisation italienne Ev-K2-CNR a dit craindre que le bilan sur le K2 ne soit encore plus lourd.

«*Selon les rumeurs au camp de base, il pourrait y avoir au total neuf morts et quatre disparus*», a déclaré Agostino Da Polenza, qui se trouve en Italie, à la chaîne de télévision SkyItalia. Une douzai-

ne d'alpinistes seraient toujours bloqués sur les pentes du massif.

L'accident le plus meurtrier survenu par le passé au K2 remonte au 13 août 1995 lorsque six alpinistes avaient chuté ou disparu dans un orage, dont la Britannique Alison Hargreaves.

Le mois dernier, un Italien a été tué sur les pentes du Nanga Parbat, l'une des montagnes les plus périlleuses au monde, dans le nord du Pakistan. Ses deux compagnons ont pu être secourus.

Au total, plus de 70 alpinistes ont perdu la vie au K2.

Reuters

EN BREF

Une mère et son fils portés disparus

Une mère et son enfant étaient toujours portés disparus hier après-midi, à Saint-Marc-du-Lac-Long, dans le Bas-Saint-Laurent, après que leur véhicule eut plongé dans un lac, samedi soir, en

raison de la crue des eaux. Le véhicule a plongé directement dans le lac. Les occupants d'un autre véhicule qui suivait ont tenté de porter secours aux victimes, mais en vain. Le conducteur a réussi à s'extirper du véhicule, mais sa conjointe et son fils de neuf ans sont demeurés emprisonnés. — *La Presse canadienne*

Le Devoir

MANITOBA

L'accusé du meurtre horrible à bord d'un autocar est décrit comme paisible

STEVE LAMBERT

Winnipeg — L'individu accusé d'un horrible meurtre commis à bord d'un autocar, au Manitoba, a été décrit comme un homme apparemment paisible et un bon travailleur.

Vince Weiguang Li a travaillé pendant six mois comme gardien à l'église Grant Memorial de Winnipeg. Selon le pasteur Tom Castor, qui a contribué à l'embaucher en 2004 alors que Li venait d'immigrer de Chine, l'homme n'avait jamais montré aucun signe de colère ou de trouble émotif quelconque.

«*Il semblait heureux d'avoir un emploi et paraissait déterminé à faire du bon travail*», a déclaré le pasteur, hier.

Li avait immigré au Canada en compagnie de son épouse Anna. Comme d'autres églises, Grant Memorial fait ce qu'elle peut pour

aider les nouveaux arrivants dans leur nouvelle vie, y compris en leur offrant de modestes emplois.

Avant de l'embaucher, des responsables de l'église ont vérifié le passé de Li en discutant avec les gens dont il avait fourni les noms à titre de références personnelles. Ils ont également vérifié s'il avait un dossier criminel. Tout semblait normal, a indiqué le pasteur.

Li a quitté son emploi à l'église au printemps de 2005 et a par la suite déménagé à Edmonton, où il a notamment travaillé dans un établissement de restauration rapide et dans la livraison de journaux. Son dernier patron, Vincent Augert, a aussi décrit Li comme fiable, bon travailleur et ne montrant aucun signe de trouble. Il avait récem-

ment demandé un congé pour aller à Winnipeg passer une entrevue pour un emploi, mais il a dit à sa femme qu'il partait pour une urgence familiale, selon M. Augert.

Lundi, Li a effectué la livraison de ses journaux, puis il a disparu, a dit M. Augert.

Deux jours plus tard, près de Portage La Prairie, au Manitoba, Tim McLean, âgé de 22 ans, qui se rendait à Winnipeg pour visiter des proches, a été poignardé à plusieurs reprises et décapité dans un autocar de la compagnie Greyhound. Li a été accusé de meurtre au deuxième degré.

Il n'a rien dit au cours de sa première comparution, vendredi. Il doit revenir devant le tribunal demain.

La Presse canadienne

LE DEVOIR.com

Bonjour!

* Version PDF du journal (3.7 Mo)

Avez-vous profité de vos 25 articles gratuits ce mois-ci ?

Cliquez ici pour y accéder

VOTRE PROFIL

CHANGEZ D'IDENTITÉ

Accédez à votre profil en tout temps

Faites vous-même vos transactions en ligne.

Abonnements, renouvellements, changements d'adresse, arrêts temporaires, etc.

Rapide, simple et efficace!

LE DEVOIR

ROLEX

SERVICE



POUR GARDER VOTRE ROLEX EN
PARFAIT ÉTAT DE FONCTIONNEMENT,
NOUS VOUS CONSEILLONS D'EFFECTUER UNE
RÉVISION COMPLÈTE TOUTS LES CINQ ANS.

Bijouterie
Gambard
Vente et service technique

630-A RUE CATHCART MONTREAL, CENTRE VILLE
(514) 866-3876

Afghanistan
Emerson
rejette l'idée
de brûler
les cultures
de pavot

Ottawa — Le ministre fédéral des Affaires étrangères, David Emerson, a affirmé hier que brûler les cultures de pavot dans le sud de l'Afghanistan n'était pas la manière appropriée afin d'endiguer les afflux d'opium et d'héroïne provenant de cette région.

En entrevue à l'émission *Question Period*, du télédiffuseur CTV, David Emerson a expliqué que la solution pourrait plutôt passer par une intensification des mesures d'interdiction afin d'intercepter les drogues au niveau du traitement et de l'expédition des marchandises vers l'extérieur de l'Afghanistan.

Le Canada fait face à des pressions de plus en plus intenses de la part des États-Unis afin d'appuyer les efforts d'éradication du pavot, plus particulièrement en pulvérisant des produits chimiques à l'air de avions.

Le ministre Emerson a fait valoir que l'idée de brûler les récoltes d'agriculteurs qui ne sont pas en mesure de cultiver autre chose que du pavot n'aiderait en rien l'OTAN dans ses tentatives afin de gagner l'estime de la population afghane, dont les fermiers.

La Presse canadienne

ÉCONOMIE

OMC: après l'échec de Genève, peu de progrès en vue avant 2009

VÉRONIQUE DUPONT

Paris — L'échec des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) la semaine dernière à Genève a probablement reporté à 2009 toute avancée dans la libéralisation des échanges commerciaux, même si certains pays demandent une reprise rapide des discussions.

Pour le Prix Nobel d'économie et professeur à l'université de Columbia Joseph Stiglitz «les pourparlers ne pourront reprendre qu'après les élections américaines», d'autant qu'il est «difficile de négocier un accord quand le chômage augmente» et que l'économie faiblit.

Un avis partagé par Elie Cohen, directeur de recherche au CNRS. «On va attendre l'arrivée de la prochaine administration américaine».

L'Inde, poids lourd de l'OMC, devrait organiser des élections fin 2008.

Satisfaction

Certains pays ne cachent pas leur satisfaction de voir le cycle de Doha paralysé, à l'instar de l'Italie. Elle a fait partie d'un groupe de neuf pays européens, dont la France et l'Irlande, qui jugeaient que l'Europe avait lâché trop de lest par rapport à ses partenaires commerciaux.

Le ministre français de l'Agriculture Michel Barnier a lui suggéré d'ouvrir les discussions sur les produits agricoles, qu'il qualifie d'«actifs stratégiques», vers d'autres institutions, comme l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou le Fonds monétaire international (FMI).

Un argument typiquement «protectionniste», pour Elie Cohen.

Joseph Stiglitz ajoute qu'il est difficile de déplacer les négociations vers d'autres instances, malgré leur complexité: «En ayant beaucoup de sujets réunis dans un même forum, il est plus aisé de trouver des compromis».

Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, dont le pays aurait été l'un des principaux bénéficiaires d'un nouvel accord de libéralisation du commerce, suggère lui d'organiser une réunion de chefs d'Etat pour apporter une «solution politique» au cycle de Doha, amorcé en 2001.



MIKE SEGAR REUTERS

Le Prix Nobel d'économie et professeur à l'université de Columbia Joseph Stiglitz estime que «les pourparlers ne pourront reprendre qu'après les élections américaines», d'autant qu'il est «difficile de négocier un accord quand le chômage augmente» et que l'économie faiblit.

Pour une reprise

Le commissaire européen au Commerce Peter Mandelson a de son côté appelé à une reprise dès cet automne des discussions, un avis que partage l'Allemagne.

Le directeur général de l'OMC Pascal Lamy a affirmé hier que des réunions étaient «actuellement en cours [à Genève] sur la clause de sauvegarde sur laquelle ont buté les négociations», appelant à dépasser cet «obstacle technique».

Un haut fonctionnaire de l'OMC jugeait toutefois «pratiquement impossible de conclure les négociations avant la fin de l'année» et estimant que l'objectif était désormais d'«avancer pour pouvoir présenter un paquet ficelé à la nouvelle administration américaine ainsi qu'à l'Inde après les élections».

Elie Cohen s'attend entre-temps à la multiplication des conventions bilatérales ou régionales, comme le souhaite notamment la Commission nationale d'agriculture du Brésil.

Elles ont largement augmenté depuis l'Uruguay Round, le cycle de négociations ayant précédé celui de Doha.

Commerce mondial rendu plus compliqué

Mais ce type d'accord complique le commerce mondial et risque de défavoriser les pays les plus faibles, argumente M. Cohen.

La paralysie actuelle de l'OMC ne devrait cependant pas porter un coup fatal au commerce international, qui s'est «formidablement développé depuis l'Uruguay Round, avec une croissance de 6 % par an», poursuit-il. «Les accords déjà en place protègent contre les dérapages. Nous espérons surtout des progrès», renchérit M. Stiglitz.

Principalement pour les pays en développement. Les producteurs de coton africains du C4 (Mali, Bénin, Burkina Faso et Tchad) espéraient une baisse des subventions chinoises et américaines sur le coton et sont repartis sans l'amorce d'une négociation.

Leur industrie, qui fait vivre 20 millions de personnes, est aujourd'hui menacée de disparition.

Agence France-Presse

Olymel, des revenus de deux milliards et une présence de 60 ans

CLAUDE TURCOTTE

Cet été, des employés, des dirigeants d'entreprise et des invités ont célébré le 50^e anniversaire de la marque Flamingo, connue dans tout le Canada pour ses viandes de poulet et de dinde. Parmi les invités se trouvait Benoît Beauregard, qui en 1958 avait converti un garage en abattoir, donnant ainsi son envol à une entreprise dans le domaine de la volaille qui n'a cessé de croître et qui aujourd'hui appartient à la Coop fédérée, par le biais de sa filiale Olymel.

Pourquoi Flamingo? Parce que M. Beauregard était un amoureux de la Floride, pays de flamants roses, cet oiseau dont une version plastifiée ornait déjà de nombreux gazons de résidences québécoises. Son entreprise allait toutefois s'appeler Québec Poultry jusqu'en 1979. Par la suite, la francisation des entreprises et des changements de propriété ont entraîné plusieurs changements de nom. En 1998, il y a eu le regroupement des activités d'Aliments Flamingo avec Olymel, dont le président-directeur général est Réjean Nadeau depuis 1996.

L'élue de la famille

Ayant pour père un commerçant d'animaux et propriétaire d'un petit abattoir, M. Nadeau avait été l'élue de la famille pour faire des études, un cours classique au Collège de Lévis, puis un bacc en relations industrielles à l'Université Laval, ce qui lui a permis de devenir directeur des ressources humaines dans l'est du Canada pour les magasins La Baie avant d'être recruté comme directeur du personnel de Québec Poultry. En 1983, âgé de 33 ans, il devenait directeur-général de Flamingo, qui avait alors quatre usines, 1000 employés et un chiffre d'affaires de 150 millions. L'évolution de sa carrière a suivi le même tracé que celui de l'industrie de la volaille et du porc, dont l'abattage et la transformation sont les spécialités d'Olymel. La Coop fédérée s'était impliquée dans l'abattage de porcs dès 1929.

Le groupe actuel que constitue Olymel résulte de diverses acquisitions dans la foulée d'un puissant courant de consolidation depuis 1990. Avec l'aide de la SGF comme actionnaire extérieur, il y a eu en 2001 l'acquisition d'une usine à Red Deer, en Alberta, qui a une capacité d'abattage de 45 000 porcs par semaine avec un seul quart de travail. Il y a eu ensuite un partenariat au Québec avec Supraliment, de la famille Brochu, qui a conduit à une fusion et à une rationalisation.

10 000 employés

Olymel atteint aujourd'hui des revenus de deux milliards, emploie 10 000 personnes, possède 19 usines, dont 16 au Québec (certaines dans l'abattage, d'autres

dans la surtransformation), une compagnie de transport, une compagnie d'usinage, quatre centres de distribution, trois bureaux de vente au Canada et trois autres en Australie, en Corée et au Japon, une équipe de vente de 120 personnes, sans compter M. Nadeau lui-même, qui voyage beaucoup pour maintenir le contact avec d'importants clients et avec ses équipes.

La division volaille, qui contribue à 30 % des revenus d'Olymel, effectue 90 % de ses ventes au Canada, dont la moitié au Québec. Le secteur porcin effectue 50 % de ses ventes à l'exportation dans 60 pays, dont les principaux sont les États-Unis, le Japon, la Corée, la Russie et la Chine, via Hong Kong. Pas moins de 75 % de la production de l'usine de Vallée-Jonction est destinée au marché japonais. Pour ce qui est des ventes au Canada, la moitié se fait au Québec.

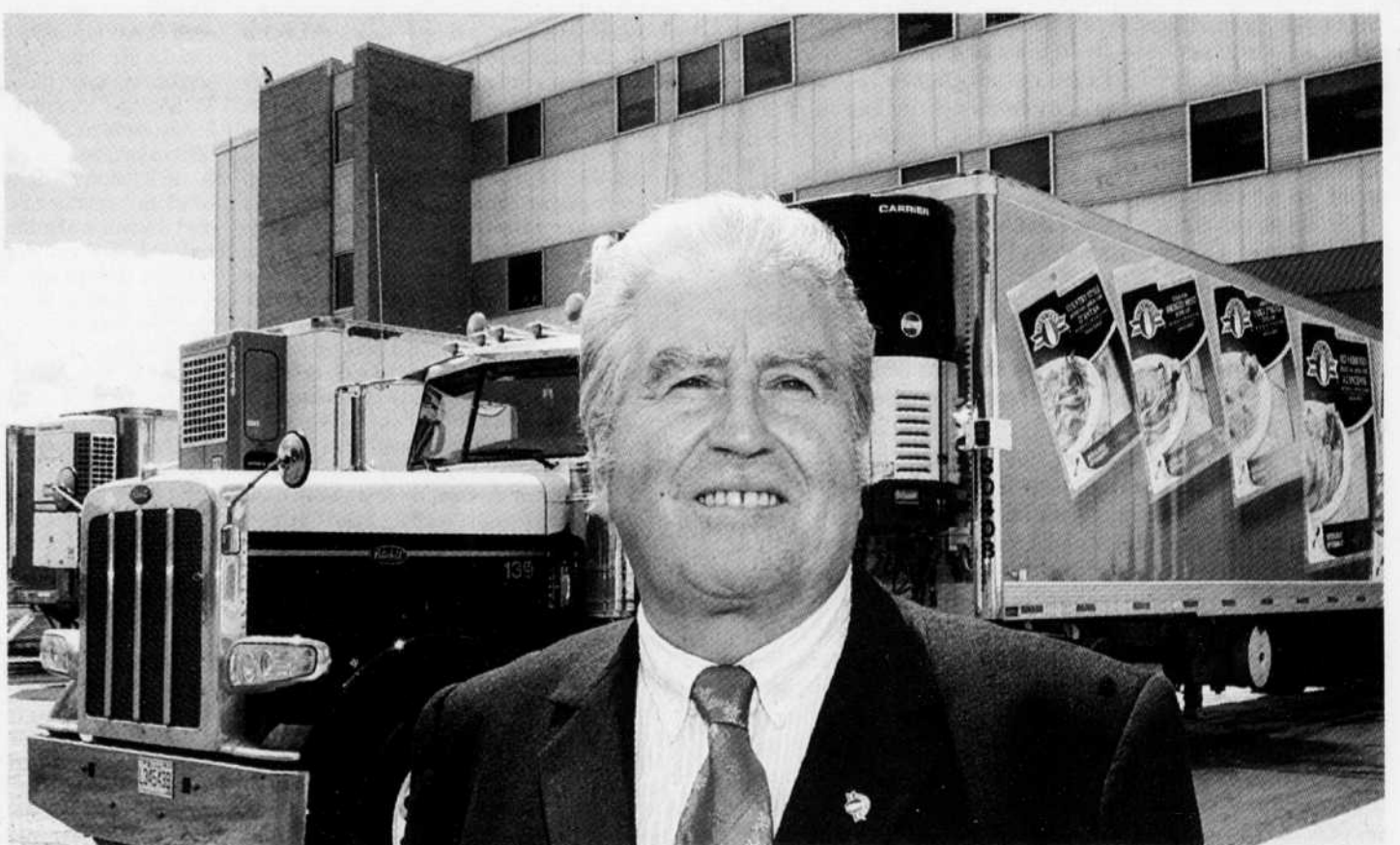
Un leader

La croissance a permis à Olymel de demeurer un leader dans son secteur d'activité, mais elle ne lui a assuré aucune protection contre la montée du taux de change, dont la valeur par rapport au dollar américain est passée en quelques années de 64 cents à la parité, l'an dernier. Olymel, premier au Canada et au septième rang mondial pour les exportations de porcs, transige en dollars américains et ses marges de profit ont fondu comme neige au soleil. «Il a fallu réagir de façon draconienne pour assurer la survie», rappelle M. Nadeau. Il y a eu la fermeture de trois usines et une baisse de la masse salariale d'environ 25 % à son usine principale de Vallée-Jonction, une concession à laquelle les employés ont consenti difficilement, mais qui était le moindre de deux maux, puisque l'autre scénario sur la table était la fermeture de l'usine.

Très consciente qu'une telle décision allait causer du mécontentement, la direction a offert à ses employés frustrés un congé sans solde de quatre mois pour leur donner la chance de se trouver un emploi ailleurs ou pour retourner aux études.

Certains d'entre eux sont même revenus chez Olymel, mais il y en a tout de même 350 qui ont quitté l'entreprise définitivement, en comparaison d'un taux de roulement habituel d'environ 100 employés par année.

Néanmoins, tous ont été remplacés. Il y a eu l'arrivée de 150 femmes, ce qui ne s'est pas fait sans réticences de la part de quelques patrons dans l'usine ainsi que de certains employés. Olymel avait déjà fait l'embauche de femmes ailleurs, dans ses usines de Princeville et de Saint-Hyacinthe, mais surtout de Red Deer, où 40 % des employés sont des femmes. La rareté de la main-d'œuvre en Alberta aide la cause des femmes au



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le président-directeur général d'Olymel, Réjean Nadeau, en poste depuis 1996.

travail, mais également celle des travailleurs étrangers, qui comptent pour 400 des 1200 employés. Ces étrangers, qui sont embauchés dans le cadre d'un programme fédéral-provincial, proviennent surtout des Philippines.

Le défi de la main-d'œuvre

M. Nadeau n'écarte pas la possibilité de recourir un jour à ce programme au Québec. Il explique que le défi des prochaines années sera de trouver et de garder la

main-d'œuvre. Déjà, il n'y a plus de listes d'attente de personnes recherchant un emploi. L'employeur a mis en place «un ambitieux plan de mobilisation des ressources humaines» qui s'étalera sur trois ans, en vue de faciliter l'intégration et la mobilisation, et qui offre certains avantages. Tous les moyens sont mis à contribution, même des sondages auprès des employés. Tout cela peut paraître étonnant, après toutes les péripéties de la crise à Vallée-Jonction, mais M. Nadeau souligne que malgré les coupures

financières imposées, le personnel de cette usine demeure «encore le mieux traité» en Amérique du Nord dans ce secteur d'activité.

Le seuil de rentabilité retrouvé

Pendant quelques années, Olymel a enregistré des pertes importantes dans son exploitation porcine, mais elle a retrouvé le seuil de la rentabilité cette année, grâce à une baisse des coûts, à plus d'efficacité dans son exploitation et grâce aussi à une reprise du marché.

L'entreprise en serait-elle rendue maintenant à envisager la construction d'une super usine d'abattage et de découpe pour se mettre au niveau de ses concurrents américains, comme certaines rumeurs le laissent entendre pendant la période de rationalisation sévère?

Le modèle américain comprend en effet des usines d'une capacité d'abattage allant jusqu'à 90 000 porcs par semaine sur deux quarts de travail. Construire une installation de cette taille nécessiterait des investissements proches de 350 millions. Une telle usine emploierait de 2000 à 3000 personnes.

«Nous n'avons pas le même bassin de main-d'œuvre illégale que celui qu'on trouve dans le sud des États-Unis, et, avec notre faible bassin de population, il serait risqué sur le plan social d'avoir une telle usine. Nous avons par ailleurs une main-d'œuvre qui est plus stable et des usines dont le coût est amorti», répond M. Nadeau.

Par ailleurs, l'usine de Red Deer offre une capacité potentielle semblable à celle des Américains. Toutefois, après avoir été à court de main-d'œuvre, cette usine est maintenant en pénurie d'approvisionnement en porcs. La montée du coût des céréales a incité les producteurs à réduire leur cheptel, un problème qui ne s'est pas posé au Québec, où il y a l'assurance-stabilisation.

La problématique de la production porcine

CLAUDE TURCOTTE

La production porcine au Québec n'en a pas moins connu de multiples difficultés depuis plusieurs années.

D'une part, il y a eu des tensions constantes entre la Fédération des producteurs de porcs et les transformateurs. D'autre part, dans plusieurs régions, la population s'est opposée à l'agrandissement ou à la construction de porcheries, ce qui a fait dire à certains entrepreneurs que cette industrie avait atteint son plafond au Québec et qu'il fallait investir ailleurs.

Pour ce qui est des relations entre les producteurs et les transformateurs, il y a eu récemment une entente de principe sur de nouveaux rapports, garantissant un approvisionnement régulier et des liens directs entre certains producteurs et une usine particulière, et assurant l'obligation d'achats de porcs par les usines.

Il reste à traduire cette entente de principe dans une convention écrite à être approuvée par la Régie des marchés agricoles, ce qui est prévu pour octobre.

Pour ce qui est de la production, y-a-t-il de la place au Québec pour l'augmenter? M. Nadeau se montre prudent dans sa réponse. Il souligne d'abord qu'il y a au Danemark, pays où la qualité de vie est parmi les meilleures au monde, une production de 23 millions de porcs par année, en comparaison de sept millions au Québec. Il précise qu'il n'y a «pas tant de différence que ça dans les façons de produire».

Une viande en forte demande

Selon lui, ce sont les odeurs désagréables qui ont surtout provoqué le rejet de la production porcine par les Québécois. Pour ce qui est d'une croissance éventuelle de la production, M. Nadeau dit qu'il faut d'abord chercher à maintenir le niveau de production actuel, en attendant des méthodes de production permettant de réduire les effets négatifs.

Sa conclusion: «Le porc est l'une des seules viandes dont la demande augmente dans le monde. Le Québec et le Canada sont bien placés pour en profiter.»

Le Devoir

Le Devoir

ÉDITORIAL

Les tulipes de Wall Street

En mars dernier, l'État a commandé le rachat de la banque d'affaires Bear Stearns. Il y a une quinzaine de jours, l'État a piloté le sauvetage des mastodontes hypothécaires Fannie Mae et Freddie Mac. Il y a moins d'une semaine, l'État a conçu un vaste programme de soutien à des millions de propriétaires. Simultanément, il annonçait que les soldes financiers accordés aux banques seraient maintenant jusqu'au dernier jour de la présente année. Pour le meilleur ou pour le pire, l'État s'invite de nouveau dans l'univers de l'argent.

Il y a un an tout juste, le premier revers de fortune conséquent à l'effacement de la bulle immobilière était annoncé. Il portait la signature de Bear Stearns. Dans les jours suivants, des secousses analogues étaient enregistrées à New York, mais aussi à Paris, à Londres et à Berlin. Ici et là, certains découvraient, et d'autres feignaient de découvrir, les ravages inhérents au recours aussi massif qu'irresponsable des *subprimes*, les bien nommées hypothèques exotiques.

À l'époque, un clan d'économistes s'était formé qui prévoyait des pertes totalisant 400 milliards. D'autres se regroupaient au sein d'un club qui calculait que la facture de ce fléau financier totaliserait 700 milliards. Résultat net de cette course des méfaits? Mille milliards. Et ce n'est pas fini. Loin de là. Car après avoir gangrené les secteurs de l'immobilier et de la finance, voilà que

cette crise vient de pénétrer les territoires de l'automobile, du transport aérien et du crédit à la consommation. À titre indicatif, mentionnons qu'aux États-Unis le consommateur moyen détient onze cartes de crédit.

Obsédé, à juste titre d'ailleurs, par la crise de 1929 le patron de la Réserve fédérale, Ben Bernanke, ainsi que le secrétaire au Trésor, Harry Paulson, décidaient dès septembre de mettre des milliards de liquidités à la disposition des banques pour éviter l'effet systémique tant redouté. Leurs homologues canadiens, européens, britanniques ainsi que japonais les imitaient aussitôt. Dans les mois suivants, tous proposaient au privé des tonnes d'argent à taux réduit. Cette saison des soldes sur l'intérêt devait se poursuivre pendant plusieurs mois. Mais on retiendra surtout qu'elle fut le fait non pas d'un État, mais bien de plusieurs États convaincus que les *wiz kids* de la finance avaient été assez écorchés pour croire que la science économique était une science exacte alors qu'elle s'enseigne toujours au sein de la faculté des sciences qualifiées... d'humaines.

Lorsque les gouvernements n'intervenaient pas sous la forme évoquée, ils se manifestaient de manière plus directe. On pense à cette ribambelle de fonds souverains, de fonds créés ces années-ci par divers États, qui croulent sous des océans d'argent grâce à la hausse sidérante du prix du baril du pétrole. Ceux-ci se sont portés à la rescousse de Citigroup, Merrill Lynch et autres, par l'entremise d'achats d'actions ou de lignes de crédit, en injectant 70 milliards.

Afin de ne pas être en reste, l'État s'est également activé sur le front judiciaire. Les procureurs des États, on pense notamment à ceux de New York et du Massachusetts, ont intenté des poursuites contre des institutions financières et des courtiers pour collusion, mauvaises informations, etc. Fait à noter, lorsque Andrew Cuomo, l'incorruptible en chef de l'État de New York, a dévoilé l'identité de la première entreprise accusée de malversations, il a martelé que ce qui avait été observé dans cette région des États-Unis valait pour l'ensemble du pays. Signe des temps, on s'attend à ce que près d'une centaine de banques régionales se mettent sous la protection de la loi de la faillite.

Cela étant, peut-être que la meilleure illustration du marasme financier dans lequel nous sommes plongés est cette anecdote rapportée par un économiste montréalais. Lors d'un colloque, ce dernier se retrouva voisin de table de John Kenneth Galbraith qui fut tout de même conseiller économique de John F. Kennedy, professeur émérite et que beaucoup considéraient comme un des plus grands penseurs de la chose économique du XX^e siècle. Toujours est-il qu'au terme d'un exposé sur les produits dérivés, Galbraith glissa dans l'oreille du Montréalais: «*Je n'ai tellement rien compris dans son propos que cela me rappelle l'histoire des tulipes hollandaises de 1637. J'ai l'intuition que ça va mal finir.*» Et tout ça parce que les ennemis jurés de Galbraith, les fans de Milton Friedman, le forcené du monétarisme, ont converti tout un chacun au parfum vénénéux des *subprimes*, la tulipe immobilière.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BELAND



REPRISE

L E T T R E S

L'OMC a fait son temps

Réaction à Marcel Boyer, économiste à l'Institut économique de Montréal, grassement rémunéré pour répéter le credo du «monde des affaires», exclusivement économiquement fondé. Autour des négociations de la «dernière chance» à Genève, il faut remarquer la formulation des manchettes des grands médias. Les Eglises utilisent les mêmes techniques de communication... Selon M. Boyer, ces impossibles négociations résultent d'une confrontation entre différents «groupes» d'intérêt. Prétention tendancieuse... de malveillants groupes d'intérêt bousillent le projet de ceux «qui possèdent la vérité». Les groupes, promoteurs de la libéralisation, sont très intéressés et travaillent à répéter à travers le monde, souvent dans leurs médias, les mêmes dogmes du libéralisme... «Une plus grande ouverture au commerce favorise [...] de meilleurs profils de production de commercialisation et de consommation grâce à la vérité des prix concurrentiels» (cf. le dieu marché). M. Boyer résume son idée: «Il faut espérer que l'actuel cycle de négociations se conclura par une libéralisation significative du commerce international, pour le mieux-être des populations de tous les pays, en particulier celles des plus pauvres et des plus fragiles.» Et la libre circulation des personnes... Quelle générosité! Les intérêts de la population préoccupent M. Boyer. Une petite arme avec ça? Et si les méchants groupes d'intérêt avaient à l'esprit l'intérêt de ceux qui créent de la faim? Et si le projet de libéralisation du commerce international était exclusivement celui des commerçants? Et si les résistances étaient dues à la prise de conscience des populations, indiquant que cela ne va pas dans l'intérêt des populations? Et si ces négociations de la dernière chance étaient un baroud d'honneur de la part de ces libéralisateurs à tous crins. L'OMC, très XX^e siècle, a fait son temps. Il est temps d'écouter la population des pays dirigés par de petits groupes aux intérêts très cupides. Il faut urgemment soumettre l'OMC à des règles, le respect de l'environnement, la diversité culturelle et une meilleure répartition des richesses sur cette planète? Bref, il faudrait sortir les questions de l'agriculture et de l'alimentation des griffes de l'OMC. Ensuite, les pays doivent décider eux-mêmes d'avoir une agriculture vivrière et cesser de se soumettre

aux intérêts des actionnaires, à la cupidité sans limite. Existe-t-il un autre moyen pour que survive la seule planète dont nous disposons?

Renaud Blais

Militant pour l'Autre mondialisation
Québec, 31 juillet 2008

Le condom n'est pas la seule et unique solution au sida

À lire Albert Martin dans *Le Devoir* du 31 juillet, on perçoit son entêtement à refuser le verdict de culpabilité prononcé par le juge Bisson. La personne coupable n'avait pas dévoilé à son amant le fait qu'elle était porteuse du VIH. M. Martin est démagogique quand il confond le dévoilement obligatoire à un amant au dévoilement facultatif à un patron. Il faut lui expliquer ce qu'il fait mine de ne pas savoir. L'usage du condom constitue une barrière efficace, la plupart du temps, contre la transmission de différentes infections, dont le VIH. Encore faut-il l'utiliser chaque fois. Il faut aussi éviter que le sperme coule en dehors du condom ou que celui-ci se déchire. Voilà pourquoi il est impératif que les deux partenaires soient conscients du danger et non pas un seul. Il peut arriver que des partenaires aient des relations sexuelles sous l'effet de l'alcool ou de drogues. Il arrive aussi que les membres d'un couple aient des relations à moitié endormis au milieu de la nuit. Il est alors facile d'oublier le condom... Il est donc inacceptable que la dame incriminée ait caché la vérité à son amant. Les multiples éducatrices contenues dans le texte d'Albert Martin ne changent rien à la réalité vécue par ce couple ni au désir légitime du monsieur d'obtenir justice. M. Martin prétend que même les couples stables devraient constamment utiliser le préservatif. La procréation deviendrait impossible! M. Martin semble croire que les gens sont incapables de former des couples stables. La formation de couples stables est aussi une façon de réduire ou d'empêcher la transmission des infections. Il se peut que M. Martin ait surtout l'habitude de s'adresser à des hommes homosexuels. Ces hommes forment plus rarement des couples stables que les hétéros. Et la prévalence du VIH est plus forte parmi ces hommes. Cela dit, les hommes homos

ont aussi le droit de savoir si leur partenaire est porteur du VIH. Développer des relations sans pénétration anale est aussi une façon efficace d'empêcher la transmission du VIH dans cette population. L'usage du condom n'est pas la seule façon d'enrayer le fléau. La communauté homosexuelle masculine a une responsabilité particulière en rapport avec le VIH puisqu'elle en est le principal vecteur. Elle doit chercher à modifier les comportements sexuels de ses membres. L'usage du condom est un élément important parmi d'autres.

François Beaulé
Montréal, 31 juillet 2008

Toujours la vieille rengaine nationaliste

Stephen Harper passe toujours difficilement au Québec. Un fort pourcentage de Québécois ne lui fait pas confiance en matière d'environnement et de politique étrangère. A vrai dire, ce constat me semble à peu près le même dans tout le reste du Canada, à l'exception peut-être de l'Alberta. Au Québec, outre la question de la taxe sur le carbone des libéraux, il reste au Parti conservateur, pour faire quelques gains ou sauver les meubles, la bonne vieille caisse de résonance identitaire ou nationaliste. C'est ce que Stephen Harper a mis en avant dans un discours à Saint-Agapit, il y a quelques jours, sans doute sur la recommandation de son mentor québécois, Brian Mulroney. C'est une formule qui a donné quelques fruits lors de la dernière élection et aussi par le passé. Mais le disque est usé, comme cette «permission» accordée par le fédéral au Québec pour conclure une entente avec la France au sujet de la main-d'œuvre. Cela n'est que de la poudre aux yeux, comme aussi la représentation québécoise à l'UNESCO. Mais le nationalisme demeure toujours un bon appât pour certains. Les conservateurs me semblent de fait au bout de leur rouleau, surpris même d'être toujours au pouvoir. Le conservatisme à la Harper ne pourra jamais obtenir l'appui d'une majorité de Canadiens. Heureusement!

Michel Lebel
Entrelacs, le 31 juillet 2008

LIBRE OPINION

Comment soigner le sida sans nourrir les malades?

LA PRINCESSE HAYA BINT AL HUSSEIN

Princesse Haya Bint Al Hussein est Messagère de la paix pour les Nations Unies et un membre du conseil fondateur du Forum humanitaire mondial de l'ex Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan. Elle est également membre du Comité internationale olympique. De 2005 à 2007, elle a été Ambassadrice de bonne volonté pour le Programme alimentaire mondiale des Nations unies. Elle a également créé la première organisation non gouvernementale de secours alimentaire dans son pays natal, la Jordanie.

Comme j'aurais souhaité que tous les experts sur le sida et les politiques qui se réunissent à Mexico aient été avec moi, il y a deux ans, lorsque j'ai rencontré un jeune homme dans un village perdu du Malawi! Ce fut, de loin, l'événement le plus marquant de ma vie — bien plus que toutes les rencontres que j'ai pu faire avec des personnalités royales, des célébrités, des chefs d'État.

C'était un homme dans la trentaine et très amaigri. Il avait des marques rouges au bord des yeux. Je me rappelle avoir pensé que cela devait être de colère. Mais il n'était pas en colère — seulement épuisé, anxieux, confus. Il s'est approché de moi et m'a dit: «*Je suis malade du sida. Je reçois des médicaments pour me soigner. Mais j'ai faim et je suis trop faible pour travailler et m'occuper de mes enfants. Pourquoi me donner ces médicaments dans ces conditions? Pourquoi me garder en vie dans ces conditions?*»

Inutile de dire que je ne m'attendais pas à ces

questions! Personne d'ailleurs. On m'avait minutieusement préparé une visite sur le terrain afin que je puisse mener des campagnes de lutte contre le VIH/sida, à titre d'Ambassadrice de bonne volonté. Mais personne n'avait prévu de telles remarques. En effet, comment imaginer qu'un des rares Africains assez chanceux pour être soignés avec ces fameux médicaments antirétroviraux si chers s'en plaindrait aussi amèrement!

Que pouvais-je faire? Je lui ai promis de la nourriture. Le gouvernement de Dubaï a par la suite fait des contributions au Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) pour aider de telles familles. J'aime penser que, grâce à la nourriture qu'il a reçue du PAM, cet homme a retrouvé sa dignité et suffisamment de force pour travailler et s'occuper de sa famille.

Mais comment la communauté internationale a-t-elle pu négliger à ce point la nécessité d'une alimentation de base dans la lutte contre le sida? Des dizaines de milliards de dollars ont été investis pour lutter contre le sida. Malgré cela, les pays donateurs ont largement sous-estimé l'importance de la nutrition, oubliant de prendre en compte ce que leur disaient pourtant les malades eux-mêmes et les scientifiques.

Dans le domaine du développement, il a longtemps été de mise de dire que les projets mis en place tenaient compte des besoins des bénéficiaires. Mais ce n'était que théorie! La réalité est tout autre. Nous ne savons pas écouter. Le traitement que l'on offre aujourd'hui aux malades du sida en est l'exemple le plus typique. Peter Piot, Directeur exé-

cutif de ONUSIDA, raconte être chaque fois frappé de voir que la première chose que les familles touchées par la maladie lui demandent lorsqu'il va sur le terrain, ce ne sont pas des médicaments, ni de l'argent, mais... de la nourriture.

Or, la situation s'est davantage détériorée avec la flambée des prix des céréales. Y a-t-il évidence plus criante que ces articles dans les journaux de Nairobi au Kenya qui racontent comment des malades du sida vendent leurs médicaments antirétroviraux pour acheter de la nourriture pour leurs enfants?

Cette façon qu'ont les pays donateurs de ne pas prendre en compte le lien entre la nutrition et la maladie va bien au-delà du sida et de l'Afrique. L'année dernière, un projet d'aide alimentaire crucial pour des malades de la tuberculose au Cambodge a dû être interrompu par manque de fonds. Pourtant, il est reconnu depuis longtemps que la sécurité alimentaire et une bonne alimentation sont primordiales dans le traitement de la tuberculose. Heureusement des contributions de dernière minute faites par Dubaï, les États-Unis et l'Espagne ont permis de poursuivre le projet.

Personne ne met en doute le fait qu'être bien nourri donne aux tuberculeux l'énergie nécessaire pour combattre une maladie qui, mal traitée, est mortelle. Pourquoi ne reconnaît-on pas la même importance d'une bonne alimentation pour les malades du sida?

Il y a des organisations qui ont vu le drame venir. Je pense par exemple à l'organisation non gouvernementale Médecins sans frontières (MSF). Chez MSF, une alimentation nutritionnelle est considérée comme un médicament. C'est une avancée considérable.

Après tout, la faim est la première cause de décès dans le monde, selon l'Organisation mondiale de la santé. Elle tue trois millions d'enfants chaque année.

Malheureusement, la communauté internationale tarde à prendre exemple sur MSF. Même l'aide alimentaire traditionnelle est en régression de 70 % depuis 1999. C'est le niveau le plus bas jamais atteint depuis la création du PAM au début des années 60.

Par conséquent, les chances de reconnaître l'importance de la nutrition dans le traitement des malades du sida diminuent de jour en jour alors que les adultes séropositifs ont besoin de 10 % d'énergie de plus qu'une personne en bonne santé. Avec la progression de la maladie, ces besoins augmentent à 20-25 %. Les enfants et les adultes touchés souffrent davantage de déficiences en micronutriments. Ils ont davantage besoin d'une alimentation riche et variée.

Avec la flambée mondiale des prix des céréales, les familles les plus pauvres ont déjà commencé à substituer des aliments moins nutritifs à la viande, au poisson, aux œufs et aux légumes devenus trop chers. Cela a des conséquences catastrophiques sur la santé des malades. Ces familles font face au douloureux dilemme de devoir choisir entre nourriture et médicaments pour ceux qu'ils aiment.

Il est temps que nous réagissions, car nous allons perdre toute une génération. Il est temps que nous comprenions une fois pour toutes que les médicaments ne sont pas à eux seuls la solution pour lutter contre la maladie. Quel médecin admettrait un patient à l'hôpital, le soignerait avec les médicaments les plus sophistiqués... pour le laisser ensuite mourir de faim?

IDÉES

Défis majeurs pour la nouvelle chef des droits de l'homme à l'ONU

HILLEL C. NEUER

Directeur général de UN Watch, organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme, située à Genève.

Après sa nomination au poste de Haut Commissaire aux droits de l'homme à l'ONU, qui devrait être rendue officielle aujourd'hui, la juge sud-africaine Navanethem Pillay, qui remplacera la Canadienne Louise Arbour, devra immédiatement faire face à trois défis majeurs pour écarter les attaques, de plus en plus nombreuses, menées contre les libertés individuelles dans le monde.

Dans un premier temps, Mme Pillay devra intégrer rapidement les différences qui existent entre une position de juge à la Cour pénale internationale de la Haye, où la délibération est le maître mot, et un poste de Haut Commissaire aux droits de l'homme, qui requiert un pouvoir de décision et d'influence sans égal. Mme Pillay ne devra pas hésiter à exposer les pires violations des droits de l'homme dans le monde, comme les massacres au Darfour, la brutalité de la junte militaire en Birmanie, les persécutions en Chine ou encore la destruction du Zimbabwe par Mugabe.

Tout en prenant soin de ne pas adopter le relativisme moral qui touche certains cercles onusiens à Genève, Mme Pillay ne devra pas hésiter non plus à révéler les abus commis par les démocraties occidentales, comme les violations à Abou Ghraïb.

Le rapport de UN Watch sur le bilan de Louise Arbour, la prédécesseure de Mme Pillay, qui vient d'être publié, montre que les déclarations prononcées par l'ancienne chef des droits de l'homme en 2007 et 2008 ont exposé les violations des droits de l'homme commises par 40 pays dans le monde, tels que l'Afghanistan, le Népal, l'Irak, les États-Unis ou encore le Soudan.

Néanmoins, le rapport montre également que Mme Arbour a passé outre à la situation des droits de l'homme dans 153 pays, et a ainsi tu les abus commis par Cuba, par exemple, ou encore par l'Arabie saoudite. De même, Mme Arbour a pris soin de ne pas froisser certains États très influents, comme la Chine, l'Égypte ou encore la Russie. Dans un entretien avec le *Washington Post* du 3 mars 2008, Mme Arbour a admis avoir été obligée d'agir avec prudence à l'égard de certains gouvernements, envers lesquels, at-elle indiqué, «la technique qui vise à nommer et humilier est un jeu de perdants».

Mais le poste de Haut Commissaire n'autorise ni l'usage de la force ni celui du portefeuille. Il ne dispose même pas de prérogatives judiciaires qui permettraient d'imposer des décisions et de punir ceux qui commettent des violations.

Non, nommer et humilier reste le seul et unique pouvoir dont dispose le Haut Commissaire et doit être son seul recours. Une étude sur la «diplomatie silencieuse» des droits de l'homme des années 70, y compris la procédure secrète de l'ancienne Commission des droits de l'homme de plaintes individuelles, a montré que ceux qui commettent les pires abus, tels que l'Ougandais Idi Amin Dada ont toujours été les derniers à rire. Aujourd'hui, on s'aperçoit que la situation n'a guère évolué, comme nous le montre la délicate attention avec laquelle Arbour a traité le régime de Pékin.

Étant donné que Mme Pillay est originaire d'Afrique nous espérons qu'elle disposera d'une marge de manœuvre politique suffisante qui lui permettra de s'engager dans les domaines que certains occidentaux n'osent pas aborder.

Deuxièmement, Mme Pillay devra contrer la tendance actuelle du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, qui se trouve aujourd'hui dans une dramatique spirale de régression. Elle devra également fermement résister aux récentes tentatives de certains membres du Conseil de contrôler le Bureau du Haut Commissaire.

Depuis sa création en 2006, le Conseil a éliminé les mandats des rapporteurs spéciaux sur les situations des droits de l'homme à Cuba, en Biélorussie et en République démocratique du Congo, où, au cours des années précédentes, quatre millions de civils sont morts. Les postes des quelques autres rapporteurs spéciaux restants qui examinent les situations des droits de l'homme dans des pays spécifiques sont sur la corde raide.

Lors de ses sessions de mars et de juin derniers, le



DANIEL JANIN AGENCE FRANCE-PRESSE

La juge sud-africaine Navanethem Pillay remplace la Canadienne Louise Arbour.

Conseil, dominé par une majorité automatique formée par les États islamiques et leurs alliés, a imposé de nouvelles restrictions de la liberté d'expression pour satisfaire les sensibilités islamiques, altérant ainsi le mandat du rapporteur spécial sur la liberté d'expression — qui sanctionne désormais les «abus» de liberté d'expression — et limitant le droit de parole des ONG pendant les débats pléniers. Une autre résolution menace les experts du Conseil qui montreraient du doigt les pays commettant des violations des droits de l'homme.

Mme Pillay doit agir avec fermeté pour préserver le rôle vital dont disposent les experts de l'ONU et les organisations de défense des droits de l'homme au Conseil. Les régimes répressifs qui dominent cette instance onusienne harcèlent, de façon systématique, les ONG, en les interrompant de manière intempestive durant les débats pléniers. Dernièrement, l'Égypte semble avoir été désignée pour couper la parole aux ONG, un rôle qu'elle exécute avec ardeur.

Au lieu de s'attaquer aux violations des droits de l'homme de la Havane à Harare, le Conseil a consacré la plupart de son temps à critiquer violemment Israël, le seul État à avoir été condamné 19 fois, dans des résolutions qui justifiaient les attaques terroristes perpétrées par le Hamas et le Hezbollah.

À l'instar de son prédécesseur Kofi Annan, l'actuel Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon a, à de nombreuses reprises, demandé que cesse cette obsession autodestructrice du Conseil. Arbour, néanmoins, a cherché à justifier les abus du Conseil. Mme Pillay devra surveiller les inclinations des 47 membres du Conseil, et en aucun cas tenter de les apaiser.

Enfin, Mme Pillay, qui est née à Durban, en Afrique du Sud, hérite également du poste discutable de Secré-

taire général de la Conférence de suivi de Durban, un sommet qui donnera suite à la conférence mondiale contre le racisme de 2001 de Durban qui était apparue alors comme un forum raciste et antisémite.

La France, le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont publiquement menacé de se désengager de la conférence de 2009 à Genève si cette dernière était amenée à reproduire le fiasco de 2001. Le Canada a déjà annoncé qu'il n'y participerait pas. Les États-Unis et Israël, qui se sont retirés de la conférence de 2001, ont envoyé un avis similaire.

Les séances préparatoires — présidées par la Libye et dont la vice-présidence est détenue par l'Iran — ainsi que la dernière proposition de déclaration finale de Durban II, ont d'ores et déjà révélé des signes alarmants qui montrent que la conférence de 2009 semble emprunter le même chemin déplorable qu'en 2001.

Mme Pillay dispose d'une importante responsabilité et, espérons-le, de la crédibilité nécessaire pour garantir que les efforts internationaux de lutte contre le racisme ne soient pas de nouveau détournés par les forces de la haine.

La célèbre citation du poète et écrivain Irlandais Yeats: «les meilleurs manquent de conviction, tandis que les pires sont dotés d'une intense passion» reflète très bien ce qui attend Mme Pillay une fois à Genève.

Mais les victimes du monde entier ont toutes les raisons d'espérer que Navanethem Pillay, juge internationale, militante activiste et avocate anti-apartheid, sera dotée à la fois de conviction et d'une intense passion qui lui permettront de dévoiler la vérité au monde.

Traduit de l'anglais par Ophélie Namiech, Legacy Heritage fellow à UN Watch.



Québec au temps

du scorbut

Tranches de vie des Québécois sous l'Ancien Régime, histoires cocasses ou troublantes, mémoires retrouvées d'une communauté agrippée à son cap Diamant entre dangers, plaisirs quotidiens et cohabitation avec des Amérindiens envahis. En l'honneur du 400^e anniversaire de la capitale, *Le Devoir* publie cet été une série de chroniques compilées par l'archiviste historien Pierre-Georges Roy. Elles sont tirées de deux imposants volumes intitulés *La Ville de Québec sous le régime français* (1930, Publications du gouvernement du Québec).

La lampe qui ne s'éteint pas

Depuis plus de deux cents ans une lampe brûle jour et nuit au pied de la statue de Notre-Dame du Grand-Pouvoir, au monastère des Ursulines de Québec. Cette lampe «qui ne s'éteint pas» a une histoire bien touchante. Nous la résumons d'après le *Vieux Récit* du monastère des Ursulines.

Marie-Jeanne-Madeleine Le Gardeur de Repentigny était née à Montréal le 31 janvier 1698, du mariage de Pierre Le Gardeur de Repentigny et d'Agathe de Saint-Per. Elle appartenait à une des plus illustres familles de la Nouvelle-France. Ses parents l'envoyèrent dès son bas âge au couvent des Ursulines de Québec.

Intelligente, pleine de talents, ardente au travail, elle fit ses études en peu d'années et s'en retourna à Montréal au sein de sa famille.

Mademoiselle de Repentigny fut bientôt lancée dans le tourbillon du monde où elle eut beaucoup de succès. Une de ses cousines éloignées, officier des troupes de la marine, lui était destiné pour époux. Tout à coup, au moment où elle faisait de si beaux rêves de bonheur, on vint lui annoncer la mort de celui qu'elle considérait déjà comme son fiancé. Mademoiselle de Repentigny fut comme affolée. Pendant plusieurs mois, elle refusa toute consolation. Puis, étrange contradiction des caractères ardents, elle se replongea dans les plaisirs et les fêtes. Elle voulait s'étourdir. Mais elle ne réussit pas à oublier celui qu'elle avait aimé.

Mademoiselle de Repentigny se décida enfin à demander son entrée au noviciat des Ursulines de Québec, espérant que le cloître lui rendrait la paix qu'elle cherchait vainement dans le monde.

«A peine arrivée à Québec, dit le *Récit* des Ursulines, Marie-Jeanne-Madeleine de Repentigny fut assaillie des plus violentes tentations de résistance à sa sainte vocation.»

Mademoiselle de Repentigny lutta courageusement. Un jour que les tentations la torturaient plus qu'à l'ordinaire, elle entra dans la chapelle des Saints et se jeta, tout en larmes aux pieds de la statue de Notre-Dame du Grand-Pouvoir: — Bonne Vierge Marie, dit-elle avec un ferveur extraordinaire, si c'est la volonté de votre Fils et la vôtre que je reste dans le cloître, je vous en supplie, délivrez-moi de mes cruelles angoisses.

Joie céleste

À l'instant, effet admirable d'une confiance sans borne, toutes les tentations de la jeune novice s'évanouirent et une joie céleste s'empara de son âme. Elle était délivrée à jamais de ses peines.

C'est alors que Marie-Jeanne-Madeleine de Repentigny prit la résolution de placer au lieu même où elle avait reçu une faveur aussi signalée, un témoignage de sa reconnaissance envers sa divine Mère. Voilà comment fut allumée la «lampe qui ne s'éteint pas!»

Cela se passait en 1724.

Le *Vieux Récit* ajoute que M. de Repentigny se chargea de payer la donation de sa sœur pour l'entretien d'une lampe à perpétuité devant la statue de Notre-Dame du Grand-Pouvoir, dans la chapelle des Saints.

La Mère Marie-Jeanne-Madeleine de Repentigny de Sainte-Agathe prononça ses vœux quelques mois plus tard, et vécut jusqu'au 25 février 1739.

La sainte Vierge avait rendu la paix de l'âme à la Mère de Repentigny de Sainte-Agathe, mais Dieu, dans ses insondables desseins, lui donna d'autres épreuves qu'elle endura avec une soumission admirable.

L'histoire des Ursulines de Québec nous fait connaître les dernières années de cette âme privilégiée:

«Le souvenir de la grâce de lumière et de force qui s'était répandue dans son âme, au pied de l'autel de Marie, ne pouvait s'effacer ni de son esprit ni de son cœur. Elle se répandait sans cesse en actions de grâces, à la pensée du bonheur qu'elle goûtait en religion, après tant de résistance et d'infidélités. Jusqu'à sa mort, elle eut soin de cette lampe allumée par sa gratitude, et elle ne manqua pas un seul jour de sa vie d'aller saluer Marie dans son sanctuaire, et de s'agenouiller avec reconnaissance à l'endroit même où elle en avait reçu une faveur si signalée.»

Un coup de jeune pour les institutions syndicales

MAUDE BOYER

Enseignante en francisation à l'éducation des adultes

Je veux appuyer la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec qui propose de rafraîchir les institutions syndicales au Québec.

Je ne suis plus toute jeune (dans la quarantaine) et pourtant je peux affirmer avoir vécu et vivre encore les effets pervers de nos institutions syndicales.

J'ai travaillé à l'étranger pendant cinq ans en tant que professeur de français dans des écoles internationales à Caracas et à Moscou. Parcourir le monde est très formateur et enrichissant (tant sur les plans personnel que financier) et surtout permet de s'affranchir de ce trop lourd monde syndical québécois qui jouait sans doute à ses débuts un rôle d'équité et de justice mais s'est mué en conventions collectives rigides valorisant la prudence et l'immobilisme au détriment de la performance, du dynamisme et du talent.

À 40 ans, j'en avais assez de ramasser les miettes de chargé de cours d'un cégep à l'autre et d'attendre des contrats à statut précaire à la formation des adultes à une commission scolaire où je travaillais depuis quelques années. En termes concrets, on appelle ça une jobine... Avec ma maîtrise et ma dizaine d'années d'expérience, il me semblait que je méritais mieux.

Marre d'être l'éternelle relève à 40 ans, j'ai fait le

grand saut et suis partie du Québec en 2002 pour travailler dans les écoles internationales à l'étranger. Ce fut une des meilleures décisions que j'ai prises dans ma vie. Je me suis refait une santé financière et, surtout, je n'étais plus sous le joug de ces conventions collectives qui ont créé une autre forme d'injustice en faisant des professeurs à statut précaire des employés de deuxième classe, c'est-à-dire ceux qui doivent se contenter des restants sans avoir droit ni aux avantages sociaux ni à des congés payés ou des journées de maladie. Notez que ces employés à statut précaire doivent payer obligatoirement les cotisations syndicales.

Cette époque misérabiliste était terminée. Du jour au lendemain, je suis devenue un professeur bien rémunéré ayant de bonnes conditions de travail et, surtout, on me valorisait pour mes qualités d'enseignante et non pour mon rang sur la liste d'ancienneté.

Travailler à l'étranger est enrichissant, mais demande un effort constant afin de s'adapter à un nouveau pays, une autre culture, une autre langue. Je suis Québécoise dans l'âme et particulièrement attachée à Montréal, qui est une ville vivante et agréable sur plusieurs plans (sauf pour les nids-de-poule). Bref, je suis revenue au bercail en janvier 2008. Je suis revenue au bercail, mais surtout à la case départ... La commission scolaire pour laquelle je travaillais avant mon départ avait fermé mon dossier, car «selon la convention collective» on ferme le dossier après deux ans d'absence. Il a fallu que je repasse une entrevue d'embauche, moi qui avais tra-

vaillé bon an mal plus de dix ans pour cette même commission scolaire. Je me retrouve donc au bas de la liste comme surnuméraire à statut précaire.

Mon expérience internationale n'a aucune valeur, mes talents de prof non plus: le seul talent reconnu et valorisé est celui de la force de l'inertie. Celui ou celle qui aura eu le «talent» d'attendre sans bouger aura droit à une sécurité d'emploi et à des avantages sociaux. Les gourous du monde syndical s'opposent farouchement à un système de santé à deux vitesses. Pourtant, avec les conventions collectives, on a créé un monde du travail à deux et même à trois vitesses: les permanents blindés, les contractuels et les surnuméraires (communément appelés les bouche-trous).

En exprimant mes réserves sur ce qu'est devenu le monde syndical dans notre société actuelle, je veux partager humblement avec vous et les lecteurs mes réflexions sur ce sujet et profiter de ce droit de parole qui est un premier pas vers l'action.

Certes, il n'existe pas de système parfait et, certes, il faut lutter contre les abus et l'injustice au travail. Il faudrait cependant repenser notre système syndical et toute cette culture bureaucratique qui en découle.

J'appuie les jeunes de la Commission-Jeunesse à trouver des solutions pour rafraîchir le fonctionnement des institutions syndicales. Ce n'est pas uniquement leur génération qui en bénéficiera, mais les moins jeunes aussi et, enfin, la société québécoise dans son ensemble.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise; Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général); Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoit Munger (responsable du site Internet), Emilie Folle-Bolvin, Vincent Cauchy (communiqué internet); Laurence Clavel (pupitre), Philippe Papineau (pupitre), Louise-Maude Rioux Soucy (Santé), Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricatures); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correcteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (directeur et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end); Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres); Odile Tremblay (cinéma)/Isabelle Paré (culture); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Emilie Parent Bouchard, Etienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction). **La documentation:** Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Olivier Spécler (Québec), Monique Bherer (Ottawa). **LA PUBLICITÉ** Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Julie Chretien (directrice adjointe), Marlène Côté, Amélie Maltais, Claire Parquet, Geneviève Pierrard, Chantal Rainville, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebai, Melisande Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). **LA PRODUCTION** Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zematits, Olivier Zaida. **INFORMATIQUE** Yannick Martel (responsable). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc, Jean-Robert Divers (responsable promotion). **L'ADMINISTRATION** Stéphanie Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Beliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS



Alexandre Soljenitsyne en 1974.

DISSIDENT

SUITE DE LA PAGE 1

Morosovsk, au nord de Rostov. Il se voit presque aussitôt mobilisé lorsque Hitler lance la Wehrmacht dans les plaines russes. Capitaine d'artillerie, il est décoré par deux fois pour son courage sur le front.

Mais, en 1945, la censure militaire découvre, dans des lettres qu'il adresse à un ami, des critiques visant Staline. Cela lui coûtera huit ans de détention. Compte tenu de sa formation de mathématicien, il est affecté à un institut de recherche secret — évoqué dans son roman *Le Premier Cercle* — puis, en 1950, dans des camps de travail de la steppe kazakhe.

Libéré en 1953, il reste en rélegation dans un village du sud du Kazakhstan, où il est atteint d'un cancer à l'estomac dont il se remet. En 1956, déstalinisation oblige, son exil intérieur prend fin, et l'année suivante est celle de sa réhabilitation.

Le «dégel»

Sous Khrouchtchev, le contexte de «dégel» lui permet de devenir membre de l'Union des écrivains et, en 1962, de publier le roman *Une journée dans la vie d'Ivan Denisovitch*, sur la réalité des bagnes staliniens. Les Russes découvrent que ce coup de tonnerre politico-littéraire, puisé dans l'expérience de son auteur, est l'œuvre d'un professeur de mathématiques de 43 ans. Un tabou est brisé, une onde de choc parcourt l'URSS et secoue les milieux pro-soviétiques du monde entier, et des millions de gens ayant séjourné dans les camps se sentent libérés une deuxième fois.

Alexandre Soljenitsyne continue à écrire, mais ses livres, *Le Pavillon des cancéreux*, puis *Le Premier Cercle* ne sortent qu'en «samizdat», les éditions clandestines, et également à l'étranger, où ils connaissent un grand succès. Le romancier est alors en train de terminer l'œuvre de sa vie, *L'Archevêque du Goulag*, une grande fresque historico-littéraire sur les camps, qui sera publiée à Paris en 1973.

En 1970, lorsqu'il reçoit le prix Nobel de littérature, il renonce à aller à Stockholm, craignant ne pouvoir rentrer dans l'URSS de Léonid Brejnev. Mais le célèbre roman suscite à nouveau un grand écho dans le monde entier. C'en est trop pour le Kremlin. Le citoyen Soljenitsyne est expulsé vers l'Occident. Placé à bord de l'avion de l'exil, Alexandre Soljenitsyne se retrouve en Suisse. Seule sa stature internationale lui vaut d'échapper à la prison. Infatigable, il s'installe en 1976 dans le Vermont, aux États-Unis, et reprend un projet pharaonique entamé dans les années 1930: *La Roue rouge*, saga sur la mise en place du système soviétique.

Le grand retour

Après la dislocation de l'URSS fin 1991, il attend de terminer ce cycle historique avant de mettre fin, en mai 1994, à 20 ans d'exil. Arrivé en «patriarcat» à Magadan, port de l'Extrême-Orient russe qui fut longtemps une plaque tournante du goulag, il revient triomphalement à Moscou à bord du train transsibérien, lors d'un voyage qui dure plusieurs semaines.

La Russie qu'il retrouve n'est cependant pas celle qu'il avait quittée. Il n'est plus un paria, il n'est pas non plus le porte-voix d'une intelligentsia avide de changements. Les médias russes notent que ses livres se vendent nettement moins que dans les années Khrouchtchev. La télévision supprime rapidement une émission qu'il animait, faute d'audience suffisante.

Mais même passé 80 ans, il n'a pas baissé la garde et a continué, après son retour au pays, à dénoncer la politique des nouveaux maîtres du Kremlin, la chute de la Maison Russe et la «décadence» morale et spirituelle qu'il prêtait à son pays. Toutes ces facettes ont composé un personnage complexe que ne peut en aucun cas embrasser le seul mot de «dissident».

En refusant une haute distinction que voulait lui décerner Boris Eltsine, il expliqua ne pas pouvoir accepter d'honneurs de la part d'un président qui avait, selon lui, plongé son peuple dans la misère.

A Vladimir Poutine, son successeur, il a reproché de ne pas s'être attaqué aux pouvoirs des hommes politiques corrompus, même s'il louait tout de même les qualités de leader du président. Et, position qui fit bondir les milieux progressistes, ce défenseur d'une renaissance morale et spirituelle de la Russie se disait favorable au rétablissement de la peine de mort pour mieux mater le séparatisme tchétchène.

«À la fin de ma vie, je peux espérer que le matériel historique que j'ai collecté entrera dans les consciences et la mémoire de mes compatriotes» avait-il dit alors que le président Vladimir Poutine venait de lui remettre le prestigieux Prix d'Etat russe. «Notre expérience nationale amère aidera, en cas de nouvelles conditions sociales instables, à nous prévenir d'échecs funestes.»

Alexandre Soljenitsyne, par son œuvre monumentale, aura néanmoins réussi à ouvrir les yeux du monde entier sur la dure réalité russe stalinienne avant de fermer les siens. Pour l'éternité.

LIBÉRAL

SUITE DE LA PAGE 1

obligatoire en 6^e année — non sans être passés à un cheveu d'entériner un amendement qui aurait généralisé la méthode à l'ensemble de l'enseignement primaire. Cela aurait rendu l'école primaire québécoise entièrement bilingue.

En point de presse, Jean Charest — qui a peiné cette année à regagner des points dans les circonscriptions francophones — a rejeté implicitement cette proposition sur le bilinguisme en insistant à de multiples reprises sur l'importance de la défense du français. «C'est pas une exagération, c'est pas une hyperbole de dire que c'est une mission sacrée de protéger, de s'assurer de la pérennité de la langue française au Québec», a-t-il martelé. Faisant référence à mots couverts aux jeunes, il s'est même dit d'avis que «les Québécois ne mesurent pas tout à fait ce qu'ils ont réalisé», en 400 ans d'histoire. «C'est quelque chose d'assez exceptionnel d'avoir pu vivre en Amérique du nord. D'avoir gardé notre langue et notre culture. C'est très important comme réalisation. Je veux que nous en soyons tous conscients parce que c'est un objet de fierté.» Dans son discours, il avait aussi tenu à rappeler que c'est le Parti libéral qui a fait du français la langue officielle du Québec en 1974.

Plus tôt, le président de la CJ, François Beaudry, dans un discours, avait déclaré que «le Québec est une province francophone». Bien qu'il faille en être fier, avait-il argué, cela ne doit pas «imiter» les Québécois, les empêcher de «s'ouvrir au monde», c'est-à-dire apprendre l'anglais. «Or, pour maîtriser l'anglais, l'immersion, ça marche!»

Le premier ministre n'a pas nié l'importance d'apprendre d'autres langues que le français. Mais il a dit qu'il fallait toujours avoir à l'esprit, d'abord, l'importance de protéger cette langue. Une fois cela rappelé, «il faut avoir la capacité de communiquer dans une autre langue», voire une troisième et même une quatrième. «L'avenir est là.» Pour ce faire, l'immersion en 6^e année est-elle une option? «On verra selon les modalités», a-t-il répondu vaguement, avant d'ajouter: «Au besoin, elle fera l'objet d'une analyse par le ministère de l'Éducation.» La Commission-Jeunesse n'avait pas cru bon d'évaluer, ne serait-ce que sommairement, la mesure qu'elle proposait.

La réaction du premier ministre aux autres principales propositions de la CJ ont été à l'avenant. Il a à peine évoqué l'idée de la CJ de tripler les droits de scolarité et d'instaurer un impôt universitaire en rappelant qu'il venait d'adopter, pour cinq ans, une politique sur le sujet. Celle-ci consiste à dégelé «de manière responsable» les droits de scolarité en les augmentant de 50 \$ par session jusqu'en 2012. Et les propositions de la CJ? «Ça chemine dans les instances», a-t-il répondu.

Quant à l'idée de «rafraîchir» la démocratie syndicale, sur laquelle les jeunes libéraux ont beaucoup insisté, il n'était pas difficile de lire entre les lignes de la réponse du premier ministre: «On a une bonne relation avec les instances syndicales et on travaille avec le leadership syndi-

cal. Ce sont des partenaires. Et ce sont des partenaires avec qui nous voulons travailler. S'il y a des changements qui sont proposés, on va le faire en consultant les partenaires sur le plan syndical.» Prenant carrément ses distances avec la résolution de la CJ, le premier ministre a souligné que son gouvernement n'avait pas «proposé ces changements-là» et que la résolution «cheminera dans les instances». La formule sonnait presque comme une anti-phrase puisque, sur le vote secret obligatoire dans les syndicats, une proposition quasi similaire à celle adoptée cette fin de semaine — et aussi déposée par les jeunes — avait déjà été battue lors du congrès de mars.

Joint par *Le Devoir* samedi, l'ancien président de la CJ de 2004 à 2006, Simon Bégin (avocat, toujours membre de la commission politique du PLQ), a dressé un parallèle entre l'exécutif de François Beaudry, «inexpérimenté» et le gouvernement Charest du premier mandat. «La Commission-Jeunesse, c'est pour apprendre. Ils apprennent, comme le PLQ a appris depuis 2003. En politique, on ne peut pas toujours faire ce que l'on veut. Il faut des compromis socialement acceptables.»

Boucliers

«Il faut sans doute s'attendre à de nombreuses levées de boucliers face à ce qui sera adopté lors de Congrès-Jeunes», avait écrit le président de la Commission-Jeunesse, François Beaudry, dans le cahier de résolutions du congrès.

En effet, le congrès de la CJ a reçu plusieurs représentants des jeunes, hier. Le représentant du Comité jeunes de la FTQ, Dominic Lemieux, est venu sur place déplorer le «manque de sérieux» des jeunes libéraux, affirmant que deux de leurs propositions sur la protection des droits des syndiqués faisaient déjà l'objet de mesures précises dans le Code du travail.

La présidente du Comité national des jeunes du Parti québécois, Isabelle Fontaine, en matinée, a soutenu que les jeunes libéraux proposaient la «destruction des acquis sociaux». «Il n'y a pas à dire, les jeunes libéraux ont vraiment pété les plombs!» Mme Fontaine n'a toutefois pas complètement écarté l'idée d'un impôt post-universitaire (IPU), mais a dit que celui-ci ne doit pas «être le prétexte d'une hausse massive» comme celle proposée par les libéraux. La Commission des jeunes de l'ADQ, pour sa part, a soutenu que la CJ libérale était «irresponsable» de proposer d'augmenter les droits de scolarité de 4000 \$ par année. D'accord avec un IPU, les adeptes soutenaient que leur position est claire: «Qu'on indexe les frais de scolarité à l'IPU. Le gouvernement et les étudiants contribueraient chacun à leur juste part», a déclaré Catherine Goyer, présidente de la CDJ-ADQ.

Notons que le congrès de la CJ a finalement rejeté une proposition pour exporter l'eau afin de «s'enrichir grâce à l'or bleu» et a biffé une proposition de hausse des tarifs d'Hydro-Québec.

Le Devoir

Le lourd bilan routier déçoit Charest

Sherbrooke — Le lourd bilan routier du long congé de la construction force le gouvernement à revoir son approche en matière de sécurité routière.

Le premier ministre Jean Charest promet de s'entretenir avec la ministre des Transports, Julie Boulet, pour voir la possibilité d'examiner d'autres avenues d'intervention que celles privilégiées jusqu'à maintenant, pour amener les conducteurs québécois à être plus prudents sur les routes.

En 2007, durant les vacances de la construction, le Québec a déploré 18 pertes de vie sur les routes. Or,

en 2008, on en a compté 10, seulement pour le premier week-end de ce congé de deux semaines qui s'an-

lant, accompagné d'une hausse importante des amendes.

«Il y a plus de policiers, les règles sont plus sévères, en plus il y a de la construction sur les routes et en plus le prix de

«La vitesse continue d'être un problème.

L'alcool continue d'être un problème»

nonce particulièrement meurtrier.

«La vitesse continue d'être un problème. L'alcool continue d'être un problème», a-t-il constaté, commentant le bilan des accidents des dernières semaines, et ce, malgré l'accroissement récent des mesures de sécurité routière, dont l'interdiction du cellulaire au vo-

l'essence augmente», a-t-il énuméré, pour dire que normalement tout devrait concorder pour réduire le nombre d'accidents mortels. Mais c'est pourtant le contraire qui se produit. «On va faire le bilan de tout ça, et on va s'interroger», a-t-il promis.

La Presse canadienne

OTAGE

SUITE DE LA PAGE 1

est le cas cette année. Le Comité international olympique (CIO) a perdu le contrôle sur cet événement. Il doit en prendre conscience pour que cela ne se reproduise plus.

Pour M. Baert, l'esprit olympique a été particulièrement malmené dans les derniers mois, et la communauté internationale, elle, a été trompée par les autorités chinoises qui n'ont pas hésité à promettre ouverture et respect des libertés collectives et individuelles pour obtenir le droit de présenter ces JO d'été sur leur territoire. «Mais maintenant que c'est fait, on se rend compte que les Chinois ne respectent rien», dit-il.

L'homme en prend d'ailleurs pour preuve le grand ménage effectué au centre-ville de Pékin où, à l'approche des Jeux, les autorités chinoises ont renforcé leur répression pour éviter que les étrangers soient finalement en contact avec la face obscure du pays, celle où les plaintes et la contestation se font généralement entendre.

La semaine dernière, Amnesty International a même dénoncé vivement ces coups de balai qui frappent autant les ouvriers que les dissidents et les travailleurs communautaires. L'organisme accuse même dans un de ses rapports les «autorités d'utiliser les Jeux olympiques comme un prétexte visant à perpétuer, et dans certains cas à intensifier, les politiques et les pratiques en vigueur conduisant à de sérieuses violations des droits de l'homme», peut-on lire.

Parallèlement à ces critiques, les premiers journalistes arrivés sur place en prévision de la couverture de cet événement international ont très vite déchanté en constatant par exemple que plusieurs sites Internet ont été censurés par le gouvernement chinois. Un geste qui nuit au travail des artisans de la nouvelle et qui tranche aussi avec les promesses de liberté que leur a faites Pékin par l'entremise du CIO.

D'ailleurs, devant les contrôles accrus des étrangers dans les rues, contrôles qui n'épargnent pas les journalistes, le Britannique Jonathan Watts, du quotidien *The Guardian* a montré les dents il y a quelques jours. A titre de responsable de l'Association des correspondants étrangers en Chine, il a dénoncé en effet dans plusieurs médias de la planète, dont Radio-Canada ou L'Ex-

press en France, la multiplication des cas d'entrave au travail de ses collègues en poste ou en visite dans la capitale chinoise. Preuve que le concept de «liberté de presse» n'arrive pas encore à s'exprimer en mandarin.

Un scénario prévisible

Pour Jean-Paul Baert, ces nombreux problèmes étaient prévisibles. Tout comme d'ailleurs la frilosité du mouvement olympique à les dénoncer vertement, au nom du respect de l'esprit des Jeux. «On sent que tout le monde est en train de marcher sur des œufs pour des questions purement partiales», dit-il. «La Chine est une puissance commerciale émergente. Les JO sont une vitrine importante pour elle qui a beaucoup à vendre, mais aussi beaucoup à acheter. Et ceux qui veulent lui vendre des choses ne veulent certainement pas la froisser.»

L'ex-champion français de judo David Douillet a très bien saisi cette mécanique de la séduction en avril dernier, rappelle l'ancien entraîneur des lanceurs canadiens, qui, de 1973 à 1988, a préparé plusieurs cohortes d'athlètes pour les JO de Montréal, Moscou, Los Angeles et Séoul.

Lorsque M. Douillet a annoncé l'intention des participants français aux JO de porter un macaron appelant, sur fond d'anneaux olympiques, à «un monde meilleur» lors de la cérémonie d'ouverture, il s'est très vite heurté à un mur. Dans les jours qui ont suivi, par la voix de son président, Jacques Rogge, le CIO a en effet appelé que l'événement ne tolérerait pas de «propagande politique, religieuse ou raciale [...] dans un lieu, site ou emplacement olympique», comme l'indique la règle 51.3 de la charte olympique.

L'ancien judoka a fait marche arrière. «Et le gouvernement français n'a pas insisté. Parce qu'il a des Airbus 380 à vendre et que la Chine pourrait lui en acheter plusieurs», ironise M. Baert.

L'anecdote des macarons pourrait faire sourire... si les considérations commerciales qui lui ont sans doute donné vie n'étaient pas à l'origine d'un grand paradoxe. Sous la pression du pays-hôte, le CIO n'hésite pas à faire avec les athlètes olympiques ce que la communauté internationale reproche depuis des lunes à l'Empire du Milieu: il impose le bâillon, estime Jean-Paul Baert.

SAFINA

SUITE DE LA PAGE 1

tour au suivant. Cette fois, à chaque match, je me disais que bon, c'était un pas de plus.» Et elle qui a l'habitude de se faire plutôt démonstrative sur un court a indiqué qu'hier, en raison de la fatigue justement, elle avait choisi de modérer ses réactions. «J'ai joué un match très dur [contre Victoria Azarenka samedi soir]. Aujourd'hui, avec le peu qu'il restait à l'intérieur de moi, je me suis dit «OK, donne tout ce que tu as, mais reste tranquille et ne montre aucune émotion parce que ça va te détruire si tu le fais».

Et de fait, après le match, «quelqu'un qui me connaît bien, comme mon entraîneur, verrait dans mes yeux que je n'ai plus aucune émotion, ni positive, ni négative. Je suis vidée», a-t-elle ajouté.

Elle a tout de même attribué ses récentes réussites à une meilleure condition physique et à un jeu plus intense. «Je joue mieux mes coups, j'utilise mes avantages, je suis plus rapide. Tout cela mis ensemble, ça donne des victoires.»

Nerveuse

De son côté, Cibulkova a expliqué qu'elle était nerveuse pour sa première finale de grand tournoi, qu'elle avait eu trop tendance à se replier derrière la ligne de fond et qu'elle avait eu du mal à retourner les services puissants et précis de sa rivale. «J'ai commis trop d'erreurs sur des coups que j'aurais dû réussir facilement, a-t-elle expliqué. Chaque fois que j'essayais de revenir dans le match, je faisais le genre d'erreur que vous ne pouvez commettre dans une finale si vous espérez gagner.»

La joueuse originaire de Bratislava, qui n'a que 19 ans (Safina en a 22), s'est quand même réjouie de son parcours d'ensemble à la coupe Rogers. «Vous savez, j'ai battu de grandes joueuses. A chaque tour, j'ai battu une meilleure joueuse que moi. J'ai vraiment bien joué. Ça été la meilleure semaine de ma carrière. Et c'est une excellente expérience pour moi parce que la prochaine fois que j'atteindrai une finale, je serai plus détendue et j'aurai moins d'appréhensions.» Elle aussi prendra un vol en direction de Pékin mercredi.

Il s'agissait d'une toute première rencontre entre les deux joueuses. Et bien que pratiquant un style de jeu prudent, Safina a eu tôt fait de dicter la cadence en brisant le service de Cibulkova dès le deuxième jeu du premier set pour prendre les devants 2-0. Dès lors, comme le veut la formule consacrée, elle n'a plus jamais regardé par-dessus son épaule. Certes, au septième jeu, lorsque Cibulkova a d'abord laissé échapper deux balles de bris mais s'est reprise pour faire 2-5, on a pu croire que la Slovaque avait gardé dans sa manche une remontée semblable à celle qu'elle avait réalisée vendredi contre Jelena Jankovic (de 1-5 à 7-5), mais cela ne devait pas s'avérer. Safina y allait elle-même d'un bris au jeu suivant pour enlever le premier set par 6-2.

Même scénario en deuxième manche: bris de Safina pour faire 2-0. Puis, un as pour clore le troisième jeu, et une double faute de Cibulkova, qui ne semblait plus vraiment là, pour mettre fin au quatrième. A 4-0, la Russe pouvait se permettre de laisser échapper ensuite son propre service, et elle marquait le coup en brisant celui de son adversaire au jeu suivant. Quelques minutes plus tard, le rideau tombait avec un résultat de 6-1 et un deuxième championnat d'affilée pour Dinara Safina.

La coupe Rogers a attiré «quelques centaines de spectateurs» de moins que le record absolu pour un tournoi féminin Tier I établi à Montréal en 2006 qui est de 175 000. Malgré tout, en considération de plusieurs facteurs — mauvais temps, élimination hâtive de plusieurs vedettes, vacances de la construction, tenue des FrancoFolies et de la course NASCAR —, le directeur Eugène Lapierre s'est dit très satisfait de la tournure des événements.

Le Devoir

Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans le texte intitulé «Mettre au régime le sac à ordures» publié dans le cahier Perspectives du samedi 2 août. Il aurait fallu lire que l'instauration d'un système de récupération des matières organiques qui se retrouvent dans nos sacs verts permettrait de réduire de cinq millions de tonnes, et non pas de «cinq tonnes», la quantité de déchets qui sont déversés chaque année dans les dépotoirs de la province.

Le Devoir

Avec l'Agence France-Presse et Reuters

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc., dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement — 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.